

1965-315-17-

Comité National de Défense des Victimes du Franquisme

SIÈGE SOCIAL : 10, rue Vézelay - Paris-8^e — Tél. LAB. 96-40

Envoyer les fonds au C. C. P. Comité FRANCE-ESPAGNE PARIS C 5523-63

n° 15 — Janvier-Février-Mars 1964 (Trimestriel)

Prix : 1,00 F

LA GRÈVE POLITIQUE A LA PORTÉE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ESPAGNOLE



LE grand exemple que les mineurs des Asturies et de Léon ont donné au reste des travailleurs espagnols avec leur grève héroïque maintenue durant plus de deux mois, a signifié un puissant stimulant pour le développement de la lutte pour leurs revendications, la défense de leur dignité et contre les abus des capitalistes, dans les principaux centres ouvriers du pays.

La phrase : « Suivons l'exemple des Asturies » est devenue populaire et est en train de pénétrer dans la conscience des ouvriers. Nous ne disposons pas d'assez de place pour pouvoir relater toutes les actions, arrêts de travail, grèves, ralentissements de travail, etc., qui ont eu lieu durant ces derniers mois. C'est pourquoi nous nous limiterons à résumer brièvement quelques actions des plus importantes.

Dans les mines de potasse de Suria (Barcelone), les mineurs firent un mois de travail au ralenti pour l'appui de leurs revendications ; l'entreprise décida de licencier 100 ouvriers, calculant que ces licenciements affecteraient les mineurs les plus actifs dans la défense de leurs droits. Immédiatement, tous les mineurs se déclarèrent en grève et cette grève se maintint malgré les pressions de tous genres, exercées sur les mineurs, malgré le lock-out décidé par l'entreprise et de la grande concentration de police et de « guardias civiles » qui bloquèrent Suria.

Répondant à une proposition de la Commission Ouvrière de Biscaye, les fabriques les plus importantes de Bilbao font un arrêt de travail de 7 à 10 minutes en solidarité avec les travailleurs expulsés pour leur participation aux grèves du printemps 1962.

Dans l'entreprise « Hispano-Olivetti », et « Rapida S.A. » de Barcelone, les ouvriers travaillent depuis un mois à rendement ralenti, refusant de faire des heures supplémentaires. Ils demandent un salaire de 60 pesetas pour 8 heures de travail avec échelons professionnels et la révision de la convention collective par l'entreprise.

Dans les entreprises si importantes que sont par exemple « Enassa », Aismalivar, Renfe, España Industrial », « Motor Iberica, Seda, La Papelera Española et autres, les travailleurs ont déposé des revendications pour l'augmentation de leurs salaires et pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

Dans l'entreprise de « E Gas » de Barcelone, le personnel a posé diverses revendications et a obtenu satisfaction, pour quelques-unes comme les douches, le chauffage, la journée intensive, etc.

Dans la fabrique « Alfa », de Guipuzcoa, les 1.800 ouvriers qui y travaillent ont fait plusieurs jours durant la grève des bras croisés contre les nouvelles méthodes de rationalisation du travail que l'entreprise voulait leur

imposer et par lesquelles les salaires des ouvriers étaient réduits de plus de 70 %.

Dans la section de montage de la « Saf » de Bessain, un ingénieur licencia arbitrairement un ouvrier. Le Juré d'entreprise (Comité d'entreprise) dénonça le fait et exigea la réintégration de l'ouvrier à son poste. L'entreprise n'accepta pas. Immédiatement tous les ouvriers de la section se déclarèrent en grève des bras croisés pendant une heure. L'entreprise céda et l'ouvrier réintégra son poste. Dans le puits « Norte » de l'entreprise « Peñaroya » de Puertollano, les ouvriers ont empêché le licenciement d'un de leurs camarades en faisant savoir au chef que si cet ordre de licenciement était maintenu, ils étaient disposés à faire grève.

Face à l'attitude ferme des ouvriers, le chef annula l'ordre de licenciement. Le personnel du service des machines du « Ferrocarril Minero » appartenant à la même entreprise faisait quatre voyages en une journée de travail. L'entreprise voulut leur imposer cinq et six voyages journaliers pour le même salaire. Le personnel s'y est refusé malgré les menaces de licenciement.

Les ouvriers des mines « Zumajo », « Paulina », « Penaz », « Maria », et autres appartenant à la « Minero Metallurgica de Ponferrada » (Léon), protestent par des arrêts de travail d'une

(S U I T E P A G E 2)

4° P. 6689

LA SITUATION AGRICOLE s'aggrave

(SUITE DE LA PAGE 1)

deux heures et une heure journalières pour la réintégration de 17 de leurs camarades licenciés dans les dites mines. Ils exigent, en plus, 160 pesetas de salaire de base, trois semaines de congés payés, deux mensualités par an comme paye extraordinaire, l'abolition des syndicats verticaux et la liberté de constituer leurs syndicats de classe indépendants des patrons et du gouvernement.

Les ouvriers des Charbons « La Nueva », (Asturies) réalisent une action de travail au ralenti parce que l'entreprise ne veut pas leur concéder le contrat dont ils jouissaient antérieurement et que les ouvriers réclament.

En conséquence de la baisse de production, de plus de 100 trains de charbon journaliers, le 4 novembre il n'y en eut que quarante.

Nous répétons que nous pourrions remplir des pages et des pages d'actions de plus ou moins grande envergure comme celles des entreprises « Pegaso », « Standard », E.M.T. et autres de Madrid, comme les multiples actions des ouvriers agricoles de Cadix, Cordoba, Séville, Estramadure, etc.

Mais ce n'était pas notre but de faire purement et simplement un récit des luttes menées. Nous avons voulu montrer comment sous l'influence des Asturies s'amplifie la lutte de la classe ouvrière espagnole.

Bien que cette lutte n'atteigne pas encore le grade et le niveau nécessaires, l'important est de constater que l'on est en bon chemin, dans la voie qui a conduit les mineurs asturiens à se placer à l'avant-garde de toute la classe ouvrière d'Espagne.

Les actions se déroulent marquées par une grande unité : naissent les Commissions Ouvrières d'Opposition qui se chargent d'orienter et de diriger la lutte ; les travailleurs trouvent, dans l'action, les formes d'organisation adéquates et prennent confiance en leur force.

En partant des revendications concrètes, dans chaque entreprise, les ouvriers en viennent rapidement à exiger les libertés syndicales, à se rendre compte par leur propre expérience, du rôle que joue le syndicat vertical toujours au service des exploitants.

C'est précisément le chemin suivi par LES ASTURIENS.

Le Comité National.

PENDANT les mois écoulés de cette année, la situation agricole déjà fort difficile, s'est considérablement aggravée. Le mécontentement est très grand. Il ne se limite pas aux forces les plus défavorisées, comme les ouvriers agricoles, amodiataires, petits fermiers, paysans pauvres ou moyens ; il atteint même les paysans riches et les propriétaires terriens.

La crise agricole est telle que ce n'est pas une branche seulement de la production qui en souffre, mais toutes : le blé, le bétail, l'huile, le coton, la betterave, le vin, c'est-à-dire tous les produits agricoles. Les monopoles déchargent leurs coups sur l'agriculture, anxieux de super-bénéfices ; ils imposent la politique agraire du franquisme et cette politique fait du tort même aux propriétaires terriens et se retourne contre le gouvernement.

Le journal catholique « Idéal de Granada » écrivait vers la fin de juillet : « La situation économique actuelle de l'agriculture, aussi bien par de bonnes récoltes que par de moyennes ou de mauvaises, est sombre et, pour l'instant, aucune issue ne se laisse entrevoir. » La déclaration faite par ce journal, qui représente les grands propriétaires terriens de Grenade, sur la situation agricole est suffisamment éloquente. D'autre part, le comte de Montarco, un des grands porte-parole des propriétaires terriens, dans une assemblée nationale du bétail, déclara :

« Je voudrais vous dire, que, quand sur nos terres nous entendons ou lisons des déclarations nous informant de la robuste et brillante situation économique espagnole, nous regardons autour de nous et ne pouvons vous croire... Le tiers de la population espagnole vit de l'agriculture et l'agriculture est au bord de la ruine. »

Le comte de Montarco a été arrêté par la police espagnole pour avoir déclaré que les « Hermandades » (confréries) d'agriculteurs ne servent à rien, que pour défendre les intérêts des agriculteurs il fallait faire ce que font les agriculteurs français, c'est-à-dire faire grève et barrer les routes avec leurs tracteurs.

Ce fait est très significatif. La dictature n'a jamais pu s'attirer la sympathie des travailleurs des champs. Ceux-ci luttèrent d'une façon ou d'une autre contre elle. Pendant longtemps, les propriétaires terriens furent favorisés par la dictature. Aujourd'hui, ils recommencent à se retourner contre elle, ce qui rend compte de la grave situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'agriculture.

LE GOUVERNEMENT S'AFFRONTÉ AVEC LES TRAVAILLEURS QUI FONT LA RECOLTE DES OLIVES

L'huile d'olive a monté à des prix inaccessibles pour la grande masse des consommateurs. La grande partie de la récolte de l'année dernière est emmagasinée par manque de sortie. De ce capital accumulé, les récoltants dans lesquels il y a des milliers de paysans pauvres, ne peuvent pas disposer. Maintenant se pose un problème : que faire, où mettre la prochaine récolte ? Ceci explique l'attitude des travailleurs des olives face au gouvernement.

... ET AVEC CEUX DU COTON

Officiellement, on reconnaît la grande augmentation qui a eu lieu sur le coût de la vie, cependant le gouvernement a établi des prix plus bas pour cette récolte de coton, car il maintient les mêmes prix que ceux de l'année dernière, mais la sixième partie de la récolte de chaque agriculteur est théoriquement considérée comme destinée à l'exportation ; de ce fait, on leur paie seulement cette partie de 9 à 11 pesetas par kilo, selon la qualité. Les concessionnaires, comme la C.E.P.A.N.S.A. pour la grande partie d'Andalousie et d'Estramadure, fait faillite à cause du vol de grandes quantités de millions que réalise son chef principal. Les travailleurs du coton ont dû livrer une dure bataille, qui n'est pas encore gagnée, pour ne pas subir les conséquences de cette faillite.

188 INTELLECTUELS ESPAGNOLS accusent LE GOUVERNEMENT FRANQUISTE

LA PESTE PORCINE, DITE AFRICAINE

Elle fait des ravages incalculables dans notre bétail. Cela fait déjà 5 ou 6 ans qu'elle fit son apparition dans la zone d'Estramadure limitrophe de la frontière portugaise et, loin de s'être apaisée, elle s'étend sur toutes nos campagnes. Pour donner un seul exemple des pertes que cette peste cause à notre économie, nous citerons le fait que A.B.C. de Séville publiait vers la fin du mois de juillet : « Pour ne pas avoir su profiter des montagnes de la partie nord de la province de Cordoba, la perte causée par la peste porcine se calcule à 250 millions de pesetas. »

Ces pertes affectent l'ensemble de notre économie, mais ceux qui en subissent le plus directement les effets ce sont les propriétaires terriens et aussi les paysans modestes ; et en même temps, cela se répercute sur les ouvriers et sur le commerce.

LA BETTERAVE

La politique du gouvernement en ce qui concerne la betterave ne peut être qualifiée que de désastreuse. Cela fait déjà plusieurs années que l'on maintient les mêmes prix pour la tonne. Par conséquent, à cause de sa non-rentabilité, beaucoup ont abandonné ou restreint leur surface de terre destinée à la betterave. Résultat : il manque du sucre en Espagne et le gouvernement s'est vu obligé d'en importer de grandes quantités. Dernièrement il a annoncé une revalorisation de la betterave.

Entre temps, ceux qui souffrent le plus de cette conséquence, ce sont les petits et moyens agriculteurs qui malgré l'attachement à leurs terres, se voient obligés de les abandonner, complètement ruinés, n'ayant plus, comme solution, que l'émigration à l'étranger.

Vu cette situation agricole, la masse la plus active, la plus productive des ouvriers agricoles, pour ne pas mourir de faim, prend aussi le chemin de l'émigration avec tout ce que cela suppose pour eux de sacrifices et d'amertume.

Une lettre de 188 intellectuels espagnols adressée au ministre de l'Information Fraga Iribarne — lettre qui fait suite à celle signée par 102 personnalités universitaires, scientifiques et artistiques — pose de nouveau avec force le problème des « mauvais traitements et sévices infligés par des membres de la force publique à des mineurs et à des femmes du bassin minier asturien, à l'occasion des récentes grèves ».

Cette lettre exprime l'opinion d'intellectuels de toutes tendances, et on note la signature, au bas de ce nouveau document, de nombreux universitaires catalans. C'est une réponse à la lettre adressée par Fraga Iribarne à José Bergamin, lettre dans laquelle le ministre franquiste commentait en termes qu'il voulait humoristiques le fait que deux femmes, Constantina Perez et Anita Brana, aient été tondues par les forces de répression.

« Un acte d'une telle nature paraît à tout point de vue infamant et motif suffisant pour que dans n'importe quel pays civilisé et libre on intente des poursuites contre les auteurs de tels crimes. D'autre part, il semble très peu probable que cet acte de violence n'ait pas été précédé ou accompagné d'autres mauvais traitements », déclarent les signataires qui posent la question suivante : « Pourquoi les auteurs des présumés délits n'auraient-ils employé des violences qu'à l'égard des femmes qui n'ont participé ni ne participent aux grèves ? »

Iribarne faisant état, dans sa lettre, d'une « fallacieuse utilisation » des informations transmises par des « correspondants spontanés », les intellectuels font observer que si fallacieuse utilisation il y avait, elle « aurait uniquement pour origine le manque d'information publique dont souffre le pays, au point que d'un fait aussi important pour la vie sociale, économique et politique espagnole tel que celui des grèves du Nord, nous n'avons eu, ni n'avons, de nouvelles régulières et suffisantes par la presse et la radio nationales ». A l'appui de leurs affirmations, les intellectuels citent la déclaration suivante des prêtres du bassin du Nalon :

« Nous devons regretter que l'importance nécessaire n'ait pas été donnée au problème (conflits du travail aux Asturies) ni dans son ampleur ni dans son objectivité, puisqu'on le relègue au der-

nier plan. On ne donne pas une information complète et on ne s'oriente pas vers sa solution ; on l'entoure au contraire d'un silence pernicieux et coupable, ou on lui donne une orientation tendancieuse comme on a facilement pu l'observer, ou on ne fait pas écho aux réclamations répétées et aux aspirations de la classe ouvrière. »

Autre preuve des rigueurs de la censure franquiste, ajoute la lettre, ce n'est que « grâce aux divers correspondants spontanés et services d'informations de l'étranger que nous avons connu la récente arrestation et jugement pour motifs politiques de plusieurs intellectuels parmi lesquels MM. Pradera Cortazar, Sanchez-Mazas Ferlosio, Sanchez Drago, Ferrer Sama, Matesanz Sanchez Gijon et De Lucas Matilla ».

AUCUNE AUTORITE GOUVERNEMENTALE N'EST HABILITEE POUR NOUS DICTER NOTRE CONDUITE

Fraga Iribarne a « omis » dans sa lettre adressée à José Bergamin de faire mention du capitaine de la garde civile Fernando Caro, ainsi que du sergent Perez. Ces deux individus, déclarent les intellectuels, se trouveraient aux arrêts « pour des motifs et dans des conditions non précisées ».

Ils demandent au ministre de les informer « sur les circonstances qui ont contribué à cette arrestation et sur son rapport avec les violences citées dans notre lettre, dont vous semblez reconnaître au moins deux d'entre elles ».

Les 188 signataires, qui demandent la formation d'une commission de juristes, composée d'avocats du barreau de Madrid désignés par leur doyen, déclarent en conclusion :

« Nous entendons que la mission de l'intellectuel, dans toute société libre, mieux encore s'il dit s'inspirer des principes chrétiens, est de promouvoir la vérité et de contribuer à la formation d'une conscience publique. En conséquence, notre démarche a obéi et obéit à un concept strict de la responsabilité ; et, en accord avec celui-ci, nous pensons qu'aucune autorité gouvernementale, dans un Etat libre et de droit, n'est habilitée pour fixer les normes qui doivent régir les devoirs de l'intellectuel en ce qui concerne la conscience publique. »

LES MINEURS ASTURIENS SONT L'HONNEUR ET LA CONSCIENCE DU PROLÉTARIAT ESPAGNOL

« Les mineurs asturiens sont l'honneur et la conscience du prolétariat », ont coutume de dire les militants ouvriers espagnols. Fierté légitime. Les luttes glorieuses des Asturies en ont fait un bastion où se sont brisés tous les assauts de la réaction et du fascisme. On commémorera l'an prochain le 30^e anniversaire de l'épopée qui, en octobre 1934, enflamma l'Espagne. A Sama, à Oviedo, à Gijon, mineurs et métallurgistes se battirent jusqu'à épuisement des munitions contre les mercenaires maures du général Yagüe, dépêchés dans les Asturies par un personnage alors en poste au ministère de la Guerre : Francisco Franco.

Ensuite, ce fut la répression. Il ne suffisait pas que les Maures aient assassiné tous les prisonniers : les exécutions sommaires se chiffraient par milliers. Des équipes de tortionnaires furent mises sur pied. « D'ordinaire — a pu écrire un témoin — on tordait le testicules, on brûlait les organes sexuels, on broyait les doigts des pieds et des mains, on cassait les genoux à coups de marteau. »

Les opérations terroristes des légions de Franco, les années noires du fascisme, rien n'a pu venir à bout des mineurs asturiens.

Deux mois de grève en avril et mai 1962, trois semaines en août de la même année, et voici qu'un an plus tard, de nouveau grandit un mouvement qui, de prime abord, a pu paraître moins spectaculaire, mais dont les conséquences sont redoutables pour le régime. Les coups les plus durs infligés aujourd'hui à la dictature portent la signature des ouvriers d'« El Fondon », « La Camocha », « Duro Felguera », « Fabrica de Mieres »...

Ce qui s'est passé au cours de ces quinze derniers mois dans les Asturies est peu connu — les censeurs y veillent — au-delà des frontières espagnoles, au-delà même des limites de la province. Piqueur dans un puits du bassin du Caudal, un mineur asturien nous a fait le récit de cette période d'intenses luttes.

Voici ce qu'il nous a dit :

« Tout le peuple se lève à nos côtés »

« Lorsqu'en mai 1962 nous sommes rentrés » après deux mois de grève, nous étions plus forts qu'au départ. Cela peut paraître étonnant, mais c'est ainsi. Nous avons fait la démonstration de notre force contre un adversaire redoutable. Nous autres, dans les Asturies, nous avons l'expérience du fascisme. L'obliger à reculer n'est pas une petite affaire. Nous avions la volonté ; maintenant, nous avons et la volonté et la confiance. A nos côtés, on a vu tout le peuple se lever. Nos femmes sont descendues dans les rues, les commerçants nous ont aidés, les spectacles publics ont été fermés. Et pour la bourgeoisie asturienne nous ne sommes plus un épouvantail, mais des hommes qui se battent pour leur pain et leur dignité.

« A l'époque, Solis Ruiz, le ministre de Franco, faisait la navette entre Madrid et Oviedo. Il n'arrivait à rien et, en dernier ressort, il a essayé de nous avoir à l'esbroufe en faisant plaquer des avis annonçant que toutes nos revendications étaient satisfaites. Sur ces bouts de papier, il n'y avait

aucune signature. On a fait dire à Solis de venir signer son torchon, après quoi, on ne l'a jamais vu. »

PAS UN INSTANT DE REPIT

« C'est surtout après ces grèves d'avril et de mai qu'il a fallu faire front. Le gouvernement avait dû lâcher une prime de 75 pesetas par tonne de charbon. Cette prime, c'était le résultat de notre lutte, mais les patrons ont cherché un biais pour la réduire. Tout le monde y a eu droit : le directeur, l'ingénieur, le curé et, enfin, nous. Tout compte fait, il ne restait plus grand chose.

« Nous avons donc décidé de ne rien laisser passer, de répondre à toutes les provocations, d'exiger ce qui nous était dû, jusqu'au dernier centime. Je ne sais pas si vous vous imaginez ce que cela représente dans un tel pays. Il ne se passait pas de jour sans qu'il y ait un débrayage ou une manifestation. Pas un seul jour sans un accrochage avec la direction. Dans le Nalon, à Noël, les patrons ont annoncé qu'ils allouaient

une prime exceptionnelle. De combien ? ont demandé les camarades. Equivalente à 10 jours de salaires, leur a-t-on répondu. Vos dix jours, nous n'en voulons pas : ce sera 30 jours ou la grève.

« Dans notre puits, un compagnon a exigé le paiement immédiat des 15 centimes qui manquaient dans son enveloppe ; nous avons débrayé devant l'attitude provocatrice d'un ingénieur ; dans le Turon, on a remis en vigueur, pour la première fois depuis le fascisme, le principe d'une grève chaque fois qu'un mineur reste écrasé au fond. Chez nous, la mine est pire que la guerre : la silicose tue à 27 ans et les accidents sont presque quotidiens.

« Depuis 1934, on n'avait pas connu une telle effervescence dans les Asturies. Les patrons et les chefs du syndicat ont été harcelés, on ne leur a pas laissé un instant de répit : on s'est battu pour un salaire minimum de 160 à 200 pesetas par jour, pour les 30 jours de congés au lieu des 15 que nous avons, pour un contrôle ouvrier de la production, pour obtenir les mêmes avantages que le personnel administratif.

« Mais ce qui a été le drapeau de notre lutte, c'est notre volonté de faire revenir nos camarades déportés ; c'est aussi la reconnaissance du droit de grève et la constitution de syndicats indépendants. La situation était explosive. On commençait à voir fleurir sur les wagonnets des inscriptions appelant à la grève. Ils cherchent la « chispa », disait-on. Elle va venir. La « chispa », c'est la flamme, celle qui allume la grève. »

PORTUGAL

SIX ETUDIANTS COMPARAISSENT EN CORRECTIONNELLE A COIMBRA

COIMBRA, 22 octobre. — Cinq étudiants et une étudiante accusés d'avoir participé à la réalisation de la première rencontre nationale des étudiants en mars 1962, malgré l'interdiction qui leur avait été notifiée en leur qualité de membres du bureau de l'Association Universitaire de Coimbra, dissoute depuis, ont comparu lundi devant le tribunal correctionnel de Coimbra. Ce procès a attiré une foule considérable. Le verdict serait rendu dans la semaine.

Profondes répercussions des grèves dans les Asturies

52 personnalités de la Phalange critiquent la politique du gouvernement franquiste

Madrid, 7 novembre. — La deuxième lettre adressée à Fraga Iribarne par 188 intellectuels espagnols (1) a provoqué au sein même de la Phalange des réactions qui viennent de se traduire par l'envoi, au ministre du mouvement Solis Ruiz, d'une missive signée par « un groupe de phalangistes de gauche ». Cette lettre porte 52 signatures, dont celles de Gonzalez Vicen, président du « Cercle José Antonio » et de sept autres députés aux Cortes. Les signataires critiquent la politique du gouvernement en ces termes : « Au cours de ces six dernières années la politique gouvernementale a mené à l'indiscipline des ouvriers auxquels il ne reste que la révolte comme moyen de faire connaître leur désaccord à l'Espagne et au monde... La politique économique s'est caractérisée par le recours aux thèses capitalistes les plus rétrogrades... Les ouvriers sont privés des voies légales pour arriver à ce à quoi ils aspirent. »

A propos des tortures dans les Asturies, les signataires demandent qu'une enquête soit ouverte et Fraga Iribarne ayant admis que deux femmes ont été tondues, considèrent cela comme un « attentat évident contre la dignité humaine, à propos duquel il n'y a pas lieu, pour celui qui déclare bien haut détenir l'autorité de faire de plaisants commentaires. »

Certes les « phalangistes de gauche » considèrent la polémique engagée entre les intellectuels et Fraga Iribarne comme un dialogue stérile « alors que les accusations portées intéressent le pays tout entier » ; ils s'en remettent « aux juges et aux tribunaux » pour laisser entendre dans l'affaire des tortures « la voix de la

Le patriote espagnol
Narciso Julian SANCHEZ
gravement malade
doit être libéré !

Cet ouvrier métallurgiste de 51 ans, Narciso Julian Sanchez a été condamné à deux reprises à vingt ans de prison par les tribunaux franquistes. Il a été arrêté en 1954 à Valence, avec 42 autres démocrates accusés d'« activités subversives ».

Narciso Julian Sanchez, gravement malade, a été transféré en octobre à l'hôpital-prison de Yeserias, à Madrid. Sa vie est en danger. Seule sa libération immédiate peut lui permettre de bénéficier des soins que nécessite son état. Le comité de défense des victimes du franquisme fait appel à l'opinion publique internationale pour qu'elle exige la liberté de ce courageux patriote. (Lettres, télégrammes et pétitions peuvent être adressées à l'ambassade d'Espagne, avenue George-V, Paris.)

justice ». C'est oublier un peu vite que si les accusations ne sont pas portées devant le pays tout entier, la responsabilité en incombe non pas à ceux qui ont eu le courage d'alerter l'opinion, mais bien au gouvernement qui cherche par tous les moyens à minimiser l'importance des sévices et à couvrir leurs auteurs. Enfin, il est évident que s'en remettre « aux juges et aux tribunaux » du régime, dont on connaît la totale dépendance à l'égard du pouvoir, cela équivaut à donner un brevet de bonne conduite aux forces de répression.

Quoi qu'il en soit, que de telles personnalités — qui occupent dans les rouages du régime d'importantes fonctions — en arrivent à critiquer en termes aussi vifs la politique de Franco, voilà qui en dit long sur le profond désarroi provoqué dans les sphères dirigeantes par la ténacité des grévistes asturiens.

(1) Les 188 intellectuels (dont le cinéaste Bardem) signataires de la nouvelle lettre au ministre de l'Information demandent « la formation, d'une commission de juristes, formées par des avocats de l'illustre barreau de Madrid, désignés par leur doyen, commission qui se déplacerait sur les lieux des faits présumés afin d'y mener enquête ».

Féroce répression à la prison de Burgos

La féroce répression dont sont victimes le poète Vidal de Nícolas et Vicente Luis Llopis continue, à la prison de Burgos. Non seulement ils sont maintenus au cachot pour avoir refusé d'assister aux offices religieux, mais ils sont menacés des pires sévices par le chef des services de la prison — un nommé Sixto — s'ils persistent à exiger le respect de la liberté de conscience.

Un troisième détenu, le jeune étudiant de Barcelone, Jorge Conill, condamné à mort et dont la peine a été commuée en 30 années d'emprisonnement, a été mis au cachot pour le même motif.

Il est indispensable que se manifeste la protestation de tous les démocrates de notre pays contre cet arbitraire du gouvernement franquiste. Il faut exiger que les sanctions prises à l'encontre de Vidal de Nícolas, Vicente Luis Llopis et Jorge Conill soient levées, et soutenir leur lutte pour la liberté de conscience.

Des personnalités féminines s'adressent aux autorités franquistes

PLUSIEURS personnalités féminines ont adressé à Franco, à Fraga Iribarne et à l'ambassadeur d'Espagne en France, la lettre suivante : « Nous avons appris avec indignation que, le 31 août dernier, deux femmes de mineurs : Tina Bayon et Anita Brana, ont été odieusement torturées à Langréo (Asturies). Depuis, elles sont emprisonnées.

« Ni l'une, ni l'autre, n'était membre d'une organisation clandestine. Leurs maris sont en prison et elles travaillaient courageusement pour élever leurs enfants. Leur seul crime : avoir toujours été solidaires de leurs maris en toutes circonstances.

« Nous protestons énergiquement contre ce mépris des droits les plus élémentaires de la personne humaine.

« Nous demandons la libération immédiate de ces deux femmes courageuses et la fin des tortures et des sévices dont sont victimes les patriotes emprisonnés. »

Mmes Simone de Beauvoir, Marguerite Jean-Richard Bloch, Yvonne Dumont, Yves Farge, Berthe Fouchère, Marcelle Georges Huisman, Suzanne Lacore, Dr Lagroua-Weill Halle, Hélène Langevin, G. Lyon-Caen, Dr Odile Maître, Françoise Mallet-Joris, Marcelle Marquet, J. Moulin du Pasquier,

Dr Cl.-Jean Prévost, Romain Roland, Simone Téry.

Iribarne refuse la formation d'une commission d'enquête

MADRID, 12 novembre. — Le ministre de l'Information, Manuel Fraga Iribarne, a refusé que soit créée une commission spéciale d'avocats du Barreau de Madrid pour enquêter sur les sévices dans les Asturies.

La formation d'une telle commission avait été demandée dernièrement par lettres signées par 102, puis 188 intellectuels espagnols.

Dans sa réponse, Iribarne après avoir annoncé qu'il considérait le dialogue entre lui et les intellectuels comme « rompu » estime que ceux-ci « ne sont pas animés par un désir sincère d'information mais par celui de provoquer un scandale ». Le ministre a réaffirmé que les tortures infligées à deux femmes « tout en étant regrettables ne revêtent cependant qu'une gravité mineure ».

Fraga Iribarne hué par les étudiants de Séville

Le ministre franquiste de l'Information, Fraga Iribarne, a été pris à partie par les étudiants de Séville au cours d'une visite qu'il effectuait à l'université de la ville. Les étudiants des facultés de droit, de philosophie et de lettres ont exigé du ministre des explications sur l'attitude du gouvernement à la suite des démarches des intellectuels concernant les tortures dans les Asturies, ainsi que sur les raisons qui ont contraint l'écrivain José Bergamín à s'exiler. Indignés par l'attitude provocatrice du ministre, les étudiants ont lancé des cris hostiles et la police a dû intervenir. La conférence tenue ensuite par Fraga Iribarne a été interrompue à plusieurs reprises par les cris : « Nous voulons savoir ce qui s'est passé dans les Asturies ! »

Malgré les instructions données par le tribunal numéro 13 pour que les mineurs détenus à Carabanchel, ainsi que la prisonnière incarcérée à Las Ventas, passent au régime de « prison atténuée » et soient rendus à leurs foyers, l'ordre de transfert a été annulé à la suite des pressions exercées par le gouvernement. D'autre part, l'avocat général Tacernilla s'est rendu dans les Asturies pour tenter d'obtenir des familles de détenus des déclarations selon lesquelles les tortures ne seraient que pure invention de la part de ceux qui en ont été victimes.

Sa mission, est-il utile de le préciser, s'est soldée par un échec total.

DEUX VICTOIRES du peuple espagnol sur la dictature franquiste

- Les détenus politiques de Burgos imposent le respect de leur liberté de conscience.
- Retour aux Asturies des mineurs déportés à la suite des grèves de 1962

Le courage tenace des détenus politiques de Burgos et des mineurs asturiens a contraint le gouvernement franquiste à prendre deux décisions :

1) Le 24 novembre, pour la première fois depuis qu'existe la dictature de Franco, les prisonniers politiques (ainsi que les détenus de droit commun) de la prison centrale de Burgos exprimant le désir de ne pas assister à la messe et aux autres offices religieux ont été autorisés à s'en abstenir. C'est à la suite de l'action menée par les prisonniers politiques — action soutenue par tous les hommes respectueux des droits de la personne humaine et de la liberté de conscience —

LE 14 OCTOBRE A PARIS

les femmes espagnoles adressaient à l'U.N.E.S.C.O.
la lettre suivante :

Paris, le 1^{er} octobre 1963

M. René MAHEU
Directeur général
de l'U.N.E.S.C.O.

Monsieur le Directeur général,

Le Comité national de Défense des Victimes du franquisme a l'honneur d'attirer l'attention de l'U.N.E.S.C.O. sur les violations multiples et criminelles de la Charte des Droits de l'Homme se traduisant par l'assassinat et la pratique de la torture par le gouvernement franquiste.

Après l'assassinat de Julian Grimau, Franco fait torturer les courageux mineurs des Asturies en grève et s'attaque même à leurs femmes.

C'est ainsi qu'Anita Barana et Tina Bayon ont été arrêtées le 31 août et odieusement torturées.

Emprisonnée à Oviedo, Tina Bayon vient d'être transférée à Madrid entre les mains du sinistre colonel Eymar.

Des millions de gens dans le monde, dans tous les pays s'indignent des procédés employés par Franco dont la brigade politico-sociale n'hésite pas à infliger à des femmes des tortures barbares.

Des personnalités de tous horizons, intellectuels, étudiants, ouvriers protestent contre l'utilisation de ces méthodes et l'impunité dont jouit Franco.

Le Comité national de Défense des Victimes du franquisme, demande et exige que Franco, membre de l'U.N.E.S.C.O. et des Nations Unies, violant délibérément le droit international soit mis au ban des nations civilisées.

Nous attirons votre attention sur les infractions flagrantes à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme commises par l'Espagne franquiste.

Cette situation trouble profondément la conscience de tous les pays membres des Nations Unies.

Le Comité national porte plainte devant votre organisme international contre l'utilisation de ces méthodes policières, la torture et la violation du respect des Droits de l'Homme inscrit dans la Charte des Nations Unies.

La tolérance de tels procédés ne peut que nuire à l'audience des organisations internationales auprès des peuples épris de justice et de liberté.

Veuillez croire, M. le Directeur général, à notre considération la plus distinguée.

Le Secrétaire général :
Jacques GRESA.

Le secrétariat du Comité
serait désireux de connaître
le résultat de l'intervention
de l'UNESCO auprès
des autorités franquistes

En Espagne, Narciso JULIAN est en danger de mort

Le Comité national de Défense des victimes du franquisme lance un appel à l'opinion internationale

Franco extermine les prisonniers politiques. Dans les prisons espagnoles, beaucoup d'hommes sont morts « de franquisme », rongés par les maladies et le manque d'assistance médicale.

Celui dont la vie se trouve actuellement en danger s'appelle Narciso Julian, ouvrier métallurgiste âgé de 51 ans, arrêté pour la seconde fois à Valence en 1954, et sauvagement torturé.

Ce prisonnier politique, gravement malade, ne pourra jamais endurer les 20 ans de prison auxquels il a été condamné en 1955 pour opposition au franquisme. Il mourra irrémédiablement avant d'obtenir la liberté, à moins que nos efforts ne parviennent à l'arracher de prison.

Le Comité national de défense des victimes du franquisme fait appel à l'opinion publique internationale, particulièrement au corps médical, pour exiger que les soins dus à son état soient donnés à Narciso Julian et que la liberté immédiate lui soit rendue.

PROGRAMME DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

La Démocratie Sociale Chrétienne, groupe d'opposition dont le leader est José Maria Gil Roblès, a publié un document doctrinal dont voici un bref résumé :

« L'expérience des années passées montre que le régime dans lequel nous vivons et dont ce n'est pas le moment d'apprécier les défauts et erreurs n'arrivera pas à s'institutionnaliser ni à établir une transition sans perturbations; nous avons entrepris d'étudier et d'examiner sereinement la réalité espagnole et d'observer sans passion la situation mondiale.

« Notre travail aspire à formuler des points doctrinaux de base admissibles par ceux qui pensent que l'avenir de l'Espagne exige l'adoption dans sa vie politique des principes de droit chrétiens. Nous nous proclamons chrétiens-démocrates, convaincus que c'est là l'unique idéologie capable d'orienter les destinées de la nation. »

Sur les droits de l'individu, ils disent : « L'autorité est l'élément essentiel de la société, et la liberté de l'homme don de Dieu, suppose des droits fondés sur la loi naturelle, donc antérieurs et supérieurs à l'Etat. »

Les citoyens ont le devoir « d'intervenir décisivement dans la vie publique, de prendre sur eux les tâches et responsabilités de gouvernement... » « L'Etat pourra déclarer illégaux et interdire les partis et groupes totalitaires qui veulent un monopole d'action incompatible avec le libre jeu démocratique ou qui invoquent et utilisent la liberté en vue de la détruire. »

Le programme prône l'intégration de l'Espagne à l'Europe sans en préciser les limites. Il est pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la signature d'un concordat. « L'Etat garantira la liberté de culte à toutes les confessions ».

Tout en proclamant l'unité de la nation, il établit la nécessité de reconnaître « la personnalité des sociétés naturelles et communautés historiques qui forment l'Espagne, des municipalités et régions et de définir la sphère d'action de chacune ».

Principal point de politique sociale : « Nous proposons la transformation du système capitaliste en association capital-travail une politique de plein emploi et une distribution équitable du revenu national sans freiner l'élan de la production. »

« L'enseignement, obligatoire jusqu'à 16 ans sera libre à tous les échelons. L'enseignement officiel obligatoire sera gratuit. L'Etat contribuera à entretenir les centres d'enseignement non officiels qui jouent leur rôle en raison de la gratuité de leur enseignement.

Enfin « La Démocratie Sociale

Chrétienne affirme le droit du peuple espagnol de décider grâce à des méthodes réellement démocratiques de sa forme de gouvernement. »

(Nous avons signalé dans notre numéro 39 le changement de programme de la Démocratie Sociale Chrétienne qui abandonne le soutien de la monarchie.)

NON CONTENT DES 75 MILLIARDS ACCORDÉS GÉNÉREUSEMENT PAR DE GAULLE FRANCO ENVOIE SES GÉNÉRAUX EN FRANCE

Deux généraux franquistes seront reçus lundi à Pau

à l'Ecole des troupes aéroportées

Plusieurs officiers de l'armée franquistes, dont deux généraux, seront reçus lundi par l'école des troupes aéroportées de Pau.

Après une visite de l'école, ces officiers assisteront les 17 et 18 décembre au déroulement de l'exercice « Rapace » exécuté par la II^e division.

Rappelons que du 4 au 11 novembre, des forces légères navales françaises ont participé au large de Carthagène à un exercice avec la marine franquistes.

La « Revue de la Défense nationale » écrivait à ce sujet :

« On ne peut manquer d'être frappé par la fréquence des manifestations de la collaboration entre les marines française et espagnole. » Selon la revue, cette collaboration « illustre l'importance que nous attachons à nos problèmes de défense dans la zone charnière ibérique et à l'utilisation éventuelle dans certaines circonstances des ports espagnols à défaut du littoral algérien ».

A Paris et à Madrid, on se félicite d'une collusion qui devient de jour en jour plus étroite. Mais les problèmes de... « défense » ne font pas oublier à Franco qu'il fut l'allié fidèle de l'Allemagne hitlérienne : il vient de le rappeler — pour ceux qui l'auraient oublié — en recevant ces jours derniers, le criminel de guerre von Papen.

Des officiers espagnols vont visiter l'Ecole des troupes aéroportées de Pau

Des officiers de l'armée espagnole, dont deux généraux seront reçus à l'école des troupes aéroportées de Pau le 16 décembre 1963, annonce le *Bulletin d'information des armées*. Ils assisteront ensuite, les 17 et 18 décembre, au déroulement de l'exercice « Rapace » exécuté par la 11^e division.

D'autre part, du 17 au 21 décembre, les attachés militaires étrangers feront un voyage d'information au cours duquel ils visiteront successivement : le 18, l'école d'application du Génie à Angers ; le 19, l'école d'application de l'armée blindée et de la cavalerie à Saurmur ; le 20, la centrale nucléaire de Chinon ; le 21, l'école d'application du Train à Tours.

Pressions gaullistes pour l'admission de l'Espagne au Marché commun

Bruxelles, 21 janvier. — Le gouvernement français a pressé ses partenaires du Marché commun de répondre à la demande d'association formulée le 9 février 1962 par le gouvernement franquistes. Cette demande a été déjà discutée à deux reprises par les ministres des Affaires étrangères, sans qu'une décision ait été prise.

A Bruxelles, on indique que les membres de la C.E.E. ont accueilli froidement les efforts des représentants gaullistes pour rouvrir les discussions sur cette question. Les délégués de plusieurs pays (Belgique et Hollande notamment) se sont énergiquement opposés à un nouvel examen du dossier.

APPEL AUX INTELLECTUELS

Dolorès Ibarruri, présidente du Parti Communiste d'Espagne, a lancé aux intellectuels espagnols l'appel suivant :

« Je voudrais, amis et camarades intellectuels, que ces mots, qui s'envolent aujourd'hui vers vous, sans plomb sous les ailes, ne soient pas interprétés par vous comme un reproche, mais comme un thème à discuter.

« L'aversion pour le régime dans ce qu'il y a de meilleur, de plus actif, de plus jeune parmi les intellectuels espagnols est bien connue.

« Leur dégoût pour la troupe de courtisans qui se disputent pour obtenir les faveurs du Caudillo est public.

« Beaucoup de ces intellectuels honnêtes, ouvertement antifranquistes, ayant différents horizons politiques, ont souffert dans leur propre chair des coups de la répression, des coups des bœufs qui, avec leurs pattes ferrées, leurs cornes d'acier, empêchent la marche de l'Espagne vers la lumière.

« Se surmonter et rompre le régime imposé par la violence policière, fait partie des tâches urgentes et indispensables des devoirs politiques de chaque jour.

« C'est ce que font les mineurs et les travailleurs en général. Par leur lutte ils obligent le Caudillo à rectifier ses lois odieuses, à accepter par force ce qu'il n'accepterait jamais de plein gré.

Le combat des intellectuels est différent et plus lent, bien qu'il pourrait être plus vif, plus actif et plus décisif.

« Dans toutes les révolutions bourgeoises de l'Europe et du monde, les intellectuels ont joué un rôle déterminant.

« Depuis 150 ans l'Espagne lutte pour la révolution démocratique bourgeoise et dans ce combat prolongé l'élite des intellectuels espagnols a accepté une place d'avant-garde.

« Il en est de même aujourd'hui dans la lutte contre la dictature. Avec une différence. Au siècle dernier il n'y avait pas une classe ouvrière possédant une longue expérience de lutte politique et économique, de lutte révolutionnaire.

« Aujourd'hui, cette classe ouvrière existe et en outre existe le monde du socialisme dont l'influence agit sur toute la vie politique contemporaine.

« Et la classe ouvrière, quoique n'étant pas encore pleinement consciente du rôle dirigeant qu'elle est appelée à jouer dans un avenir prochain, joue déjà ce rôle dans la lutte contre la dictature et pour la démocratisation de l'Espagne.

« Et il serait très intéressant que vous, camarades et amis intellectuels, approfondissiez davantage l'étude de cette question.

« Cela aiderait ceux qui ne parviennent pas encore à sortir de l'isolement qui les paralyse, et qui rend inefficace leur opposition au régime.

« Parce que s'ils voyaient en la classe ouvrière ce qu'elle est en puissance et en réalité — une force appelée à diriger et à gouverner le pays et non un élève à qui l'on peut donner des leçons de culture — s'ouvriraient pour l'activité politique de ces intellectuels, même pour leur activité littéraire, artistique ou scientifique, des horizons immenses. Marcher aux côtés de la classe ouvrière au même rythme qu'elle, qui est le rythme de l'Histoire et l'aider même à accélérer ce rythme, telle est la tâche la plus profondément transcendante pour les intellectuels d'aujourd'hui dans notre pays.

« Un intellectuel digne de sa condition ne peut rester en marge de la lutte lorsque les ouvriers sont dans la rue.

« Les travailleurs savent, bien que certains, appelés intellectuels, croient le contraire, évaluer et estimer l'apport intellectuel à la lutte révolution-

naire, à la lutte contre ce qui est vieux, contre ce qui est caduc, contre ce qui est déplacé, et à la construction d'une vie nouvelle.

« Permettez-moi, maintenant, de parler de faits actuels concernant l'activité des intellectuels.

« La grève des Asturies dure depuis plus de 60 jours. Deux mois sans salaire, sans pain assuré. Deux mois de dures privations, de rages, de clameurs de justice. Deux mois ! Savez-vous ce que représentent deux mois de grève ? Ce qui signifie pour les familles des mineurs en grève se coucher sans souper un jour, un autre, et pendant plus de 60 jours, et se lever sans que dans la huche il n'y ait une seule mie de pain !

« Savez-vous ce que c'est pour une mère, de dire chaque jour à un enfant affamé : « Tais-toi, ne pleure pas, demain nous aurons du pain » tandis qu'elle pleure intérieurement sa peine et son mensonge ingénu ?

« C'est ce qu'ont fait et ce que font encore des milliers de femmes, de mères asturiennes.

« Et il y a encore des gens qui haussent les épaules ; qui ne savent pas sentir ni comprendre tout ce qu'il y a d'héroïsme, d'humaine tragédie dans cette résistance des mineurs des Asturies et de Léon, dans ce geste d'hommes, de travailleurs pleins de dignité, qui, si ferment, défendent leurs droits et ceux de tous les Espagnols qui vivent d'un travail physique ou intellectuel.

« Les Asturiens saignent et luttent. D'ignobles mercenaires vêtus d'uniformes, frappent les hommes, veulent les intimider.

« Ils offensent et torturent des femmes, comme ces lâches ont fait à Sama à l'encontre de Constantina Pérez et Anita Brana.

« Et seul un petit nombre d'intellectuels honnêtes a exprimé sa prestation, a crié son indignation et sa haine.

« Et les autres ? Pourquoi se sont-ils tus ?

« On a torturé, on a offensé lâchement, bestialement deux dignes femmes de mineurs dont les maris sont emprisonnés.

« L'histoire se répète et il n'est pas possible de le tolérer, amis et camarades intellectuels. Il n'est pas possible de tolérer que dans les cachots de la police l'on émascule les hommes, que l'on offense et torture les femmes.

« Si l'on n'arrête pas les griffes de la bête, si on la laisse libre, où en arriverons-nous ?

« De nouveau, à l'époque des enlèvements, de l'huile de ricin et du ravage, des assassinats dans les carrefours, des fusillades dans les cimetières ?

« Lorsqu'à vos oreilles parviennent comme une rumeur lointaine, prélude de tempête, les pleurs de milliers d'enfants, le cri déchirant des femmes bestialement offensées ; lorsque la lutte bouillonne et que dans chaque maison brûle la haine comme un feu

Complot militaire contre Franco ?

De nombreux officiers — dont huit colonels — auraient été arrêtés

Madrid, 8 janvier. — A Madrid, des rumeurs persistantes font état d'événements graves qui se seraient produits au sein de l'armée. On parle de l'arrestation de huit colonels et d'une centaine d'officiers des garnisons de Séville et Huelva, à la suite de la découverte d'un plan de soulèvement militaire qui aurait été organisé contre Franco.

D'autre part, des « Juntas de défense » organisées par des officiers auraient été constituées à Saragosse et à Burgos pour s'opposer à la liquidation de l'Académie militaire et à la réorganisation de l'armée.

Selon des informations recueillies de différentes sources dans la capita-

le, le ministre de la Guerre aurait ordonné au capitaine général de la région militaire de Burgos de prendre des mesures contre les membres de la Junte. Celui-ci aurait refusé, allant même jusqu'à affirmer sa solidarité avec les officiers de la Junte.

On affirme également qu'un lieutenant-général, porte-parole d'un groupe important d'officiers, s'est présenté au Palais du Prado pour protester contre la réorganisation de l'armée. Aucune information officielle n'est venue, bien entendue, confirmer ces rumeurs.

Ce qui ne fait aucun doute, c'est que la réorganisation de l'armée, qui devait commencer en début d'année, a été reportée.

ESPAGNOLS

couvert ; ne vous taisez pas, camarades et amis intellectuels ? Criez contre protestation et que le monde vous entende !

« Les Asturiens ne sont pas seuls. L'écho de leur lutte a franchi les frontières de l'Espagne et fait se lever en un mouvement fraternel d'émotion solidaire les travailleurs français et italiens, les travaillistes anglais, les Hongrois et les Roumains, les Tchèques et les Yougoslaves, les Polonais et les Cubains ; les travailleurs de l'Amérique latine, de l'Allemagne et du pays soviétique ; et ils vous regardent, désirant entendre vos paroles. Criez contre ce qui est horrible ! Que votre voix devienne rauque en criant contre le crime odieux, contre le crime abominable, qui dans les Asturies saigne nos jeunes mineurs ! Dites votre mot d'encouragement, de cordiale fraternité envers les hommes en lutte pour la vie en Espagne !

« Nous connaissons vos difficultés, mais vous ne pouvez pas, vous ne devez pas laisser tranquilles ceux d'en face, marqués du signe de Caïn.

« Ils nous ont apporté une chaîne de prisons, de misères et de brutalités. Qui détruit et met en désordre l'Espagne ?

« Eux et eux seuls.

« Les mineurs combattent avec une décision héroïque, marques et souvenirs de la faim », « contre tant de ventres satisfaits », « des porcs d'une origine pire que celle des porcs. »

« Aidez ces hommes à défendre leur condition sociale, leur condition humaine !

« Amis intellectuels : ne laissez pas les mineurs tomber sous la rancœur de la bête qui hurle, qui mord avec le plomb de ses fusils. Lorsque la faim de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, sort du silence obscur des foyers et se montre dans la rue !

« Rappelez-vous le passé des hommes des Asturies, héroïques et patients, « nombre de contremaitres qui pavaient en plomb cette journée, au prix du sang versé, des jogs dans l'âme, des coups sur le dos. »

« Elevez-vous avec eux ; confondez vos aspirations d'hommes de la culture avec la fermeté des hommes de la mine, qui sont en train de gagner l'Espagne, de la rendre digne.

« Si vous brûlez devant la douleur des autres, disait notre inoubliable poète Miguel Hernandez, si vous comprenez que dans vos mains se trouve la liberté de l'Espagne et si vous faites de votre plume et de vos paroles une flamme et un drapeau qui brûle et qui guide, vous ne laisserez pas de cendres derrière vous, mais de la gloire. Et votre voix et vos paroles illumineront la création, l'Histoire. »

« Ayez présent à l'esprit le besoin de pain et de liberté, la douleur et la lutte de notre classe ouvrière.

« Et poussez votre cri fraternel, solidaire, envers les Asturies en grève. Envers les Asturies en flammes, qui marchent vers l'avenir, drapeau et avant-garde de l'Espagne. »

LE MARCHÉ COMMUN ET L'ESPAGNE

Le 25 octobre, A.B.C. reproduisait de longs extraits de l'article publié par le journal parisien *Le Figaro*, le 24 octobre sous le titre : « Le regroupement des échanges franco-espagnols apparaît nécessaire », article signé par Guillaume-Brûlon.

Guillaume-Brûlon écrivait également : « L'entrée de l'Espagne au Marché Commun différée pour des raisons tant psychologiques que financières se trouve à l'ordre du jour. Il n'est pas douteux que dans ce domaine la France ne soit avec l'Allemagne le meilleur avocat de l'Espagne. »

Le correspondant parisien annonçait en fin : « La mise au point des accords franco-espagnols laissant prévoir d'un prêt lié d'environ cent cinquante millions de dollars à l'Espagne. »

ENTRETIENS A PARIS

Le mercredi 20, l'ambassadeur d'Espagne à Paris offrit un dîner en l'honneur des ministres espagnols auquel assistaient les ministres Couve de Murville et Giscard d'Estaing ainsi que M. Palewski, secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique. Les journaux espagnols mentionnent aussi le Secrétaire général de la Présidence de la République et le directeur du ministère des Affaires étrangères.

DE SKORZENY A FRANCO

Réponses à des affirmations de Franco dans « *Le Figaro* »

Antonio Mije, membre du Comité exécutif du Parti Communiste d'Espagne, a répondu par le canal de Radio-Espagne Indépendante, à des affirmations de Franco au journal parisien « *Le Figaro* », où le rédacteur dit notamment du mouvement phalangiste :

« Les 25 ans de paix intérieure, de transformation sociale, de résurrection de la nation et de convivence des Espagnols, ont démontré son efficacité. »

Mije répond par les faits suivants : « La Commission internationale des Juristes de Genève a récemment publié une étude sur « le règne de la

loi en Espagne » qui montre ce qu'ont été sur le terrain juridique les 25 années d'arbitraire du général Franco.

Elle cite qu'un fonctionnaire du ministère espagnol de la Justice a communiqué au correspondant de l'agence Associated Press, Charles Foits, que « entre avril 1939 et juin 1944, 192.684 peines de mort ont été appliquées... »

Elle reproduit des déclarations de l'ex-secrétaire général de la Phalange, Fernandez Cuesta, en 1951, où celui-ci affirme : « Entre leur Espagne — celle du peuple qui a lutté pour défendre la République — et la nôtre, il y a un abîme que peuvent seuls combler le repentir et la soumission à notre doctrine. Dans le cas contraire, il vaut mieux qu'ils restent de l'autre côté et que, s'ils veulent le traverser clandestinement, qu'ils périssent. »

Il rappelle que les conseils de guerre jugeaient encore récemment les détenus politiques et qu'ils ont fait exécuter sans jugement Julian Grimau. L'assassinat de ce héros est considéré comme logique par l'envoyé spécial du « *Figaro* » chez Franco... Il faut y ajouter l'assassinat de Moreno Barranco à la prison de Jerez et l'exécution au garrot des deux libertaires Joaquin Delgado et Francisco Granados.

Quant aux transformations sociales, un million d'Espagnols ont dû aller chercher du travail à l'étranger. Il y a des millions d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres, sans terre, qui vivent dans la misère, le million d'enfants sans écoles et les millions d'Espagnols sans logement.

Il termine en signalant les changements survenus :

« Ils se sont réalisés dans une dure lutte contre la dictature de Franco et non pas facilités par lui. »

C'est là la réalité espagnole, pleine de possibilités démocratiques et nous la ferons voir encore, pour dénoncer la démagogie et les mensonges des fascistes sur la « paix espagnole » qu'a connus notre peuple en 25 ans de dictature fasciste. »

Une déclaration fracassante :

« LA PREMIÈRE SUBVERSION QUI EXISTE EN ESPAGNE EST CELLE DU GOUVERNEMENT »

déclare l'abbé de Montserrat (Catalogne)
qui dénonce les emprisonnements arbitraires

Dire, simplement ce qui se passe en Espagne, c'est dénoncer la dictature franquiste, qui se maintient au pouvoir grâce à la terreur policière, à la misère et au chantage. C'est précisément pour cela que plusieurs personnalités du Comité français pour l'Espagne, sont allées, hier soir, au meeting organisé à la Mutualité, par la Conférence d'Europe occidentale, avec la participation des représentants de la S.F.I.O., du P.C.F., du parti radical, aussi bien que de personnalités catholiques et protestantes.

Ce réquisitoire contre le régime franquiste trouverait — s'il en était besoin — une confirmation dans le jugement que portent sur le gouvernement de leur pays certains hauts dignitaires de l'église espagnole.

« Là où il n'y a pas de liberté authentique, il n'y a pas de justice; et c'est ce qui se passe en Espagne », a déclaré au « Monde » le très Révérend père Dom Aurell M. Escarre, abbé du monastère de Montserrat (en Catalogne). Ce religieux n'hésite pas à dire clairement : « A la lumière de l'encyclique PACEM IN TERRIS, la première subversion qui existe en Espagne est celle du gouvernement ». Il explique ensuite :

« L'Espagne, et c'est là le grand problème, est encore divisée en deux partis. Nous n'avons pas derrière nous vingt-cinq ans de paix, mais seulement vingt-cinq ans de victoire. Les vainqueurs, y compris l'Eglise, ...n'ont rien fait pour en finir avec cette division en vainqueurs et en vaincus : cela représente l'un des échecs les plus lamentables d'un régime qui se dit chrétien, mais dont l'Etat n'obéit pas aux principes de base du christianisme. »

Faisant allusion au récent conflit ouvert entre les intellectuels espagnols et le ministre de l'Information, Fraga Iribarne, l'abbé de Montserrat, s'élève contre les attaques dont ces intellectuels sont l'objet dans la presse, contre les poursuites judiciaires engagées contre eux et il ajoute : « Le gouvernement n'a pas le droit d'abuser de son pouvoir... ». Et de dénoncer les emprisonnements arbitraires et la pression exercée sur les détenus de la prison de Burgos pour les contraindre à assister aux offices religieux. Nous en avons déjà parlé.

Le régime franquiste s'est à ce point discrédité qu'il se voit violemment critiqué aujourd'hui par des hommes que l'on considérerait comme ses appuis traditionnels : des personnalités influentes de l'église d'Espagne et des membres de la Phalange.

● L'écrivain catholique José Bergamín, âgé de 70 ans, l'un des 188 intellectuels qui avaient signé la lettre au ministre de l'Information pour demander une enquête sur les tortures qu'ont subies, en prison, les mineurs asturiens, aurait cherché refuge à l'ambassade d'Uruguay à Madrid afin d'échapper à la police.

LE CONSEIL DE L'EUROPE CRITIQUE LE FRANQUISME

A la réunion de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe le 17 janvier 1964, le président de la Commission politique, M. Struye, a proposé le retrait d'une résolution anglaise sur la situation en Espagne. M. Czernetz, porte-voix des socialistes s'y est opposé, signalant que ce retrait pourrait passer pour une approbation du franquisme. D'autres orateurs en ont fait autant, signalant que la proposition de M. Struye visait à éviter un débat sur l'Espagne. Au nom de ses collègues libéraux, M. Linden (Luxembourg) a dit que l'opinion européenne n'était pas assez informée de la situation en Espagne et que l'Assemblée devait faire preuve de sollicitude envers le peuple espagnol, qui est en Europe. L'Assemblée a décidé de revenir sur cette question.

Au Conseil de l'Europe comme au Marché commun, les luttes des travailleurs, des intellectuels, des catholiques démocrates, du secteur le plus libéral de l'Eglise et de l'opinion internationale stimulent les critiques et isolent de plus en plus le franquisme.

LES ETUDIANTS EN FAVEUR DE PANAMA

Madrid (ED). — Selon l'agence Reuter, cinq cents étudiants espagnols ont manifesté le 16 janvier dans les rues de Séville contre les actes des militaires américains à Panama. Les pancartes portaient :



Informations générales — Informations

« Yankees, rentrez chez vous ! », « Ne touchez pas à Panama ! ». La manifestation a été dispersée par la police et les pompiers qui ont utilisé leurs lances.

SOUS-MARINS ATOMIQUES A ROTA

Le correspondant de Die Welt à Madrid annonce que la base américaine de Rota (Cadix) va recevoir des sous-marins atomiques équipés de fusées Polaris.

LA REVUE DU MONASTERE DE MONTSERRAT SUSPENDUE

Barcelone (ED). — Le gouvernement a suspendu la revue « Serra d'Or » publiée en catalan par le Monastère de Montserrat. Elle jouait un rôle important dans la diffusion de la culture catalane et l'indignation est grande en Catalogne.

LE PLAN D'ALPHABETISATION

Les mesures pour l'enseignement et notamment l'enseignement primaire et l'alphabetisation font partie de la démographie du Plan 1964-67.

Selon le Plan, la question de l'analphabétisme serait résolue. Comment ?

Le Plan reconnaît — avec des chiffres réduits — que 1.800.000 Espagnols sont analphabètes (l'Organisation de coopération et de développement économique annonçait en juin 1963, 13 % d'analphabètes âgés de plus de 10 ans, ce qui fait à peu près le double).

Selon les chiffres officiels, il manque 27.550 écoles, le Plan en prévoit 2.770 par an. Si le Plan est réalisé,

en 1967 il ne manquera plus que 16.470 écoles (sans tenir compte de la poussée démographique). On est loin des promesses du Plan.

Dans son discours de nouvel an, Franco a parlé des 5.000 maîtres « affectés spécialement à la campagne d'alphabetisation ». Le Plan prévoit 95 millions de pesetas en 1964 pour cette tâche. Divisés entre 1.800.000 analphabètes, reconnus, cela fait 52,7 pesetas pour chacun à peine de quoi payer un cahier et des crayons.

EXPOSITION SUR LA LUTTE DU PEUPLE ESPAGNOL

Londres (ED) 17 janvier. Une exposition de photographies et de documents a été inaugurée hier à Londres sous le titre « L'Espagne lutte pour la liberté ». Elle retrace 25 ans de lutte du peuple contre le fascisme.

Elle comporte des documents sur la guerre civile et des photos inédites des 2.000 volontaires anglais des Brigades internationales.

Elle exprime la misère et la répression dont est victime le peuple espagnol. Elle retrace le jugement et l'exécution de Grimau. On y trouve des photos prises clandestinement dans des prisons espagnoles et des illustrations des luttes des mineurs asturiens.

On y trouve aussi des caricatures de David Low sur Hitler, Chamberlain, etc., des phrases comme celle de Hitler : « Sans l'aide de l'Italie et de l'Allemagne, Franco n'existerait pas. »

Nous donnerons de plus amples détails à ce sujet dans notre prochain numéro.

L'exposition d'Augustin Ibarrola s'est déplacée à Manchester le 15 janvier. Elle ira ensuite à Sheffield, puis à Paris, Amsterdam et d'autres capitales européennes.

DOLORES IBARRURI DEVANT LA TELEVISION CUBAINE

Le 11 janvier, Dolores Ibaruri a parlé à la télévision cubaine : Voici quelques extraits de son discours :

« Avant de quitter cette île admirable, je voudrais vous donner ma modeste opinion, que j'avais déjà avant de venir et que mon bref séjour a renforcé.

« Cuba apporte une expérience originale à la lutte révolutionnaire des peuples, elle confirme qu'il faut abandonner les vieilles conceptions dogmatiques qui freinent parfois la lutte des masses et en font parfois des actions désespérées et sans lendemain.

« La Révolution cubaine fait déjà partie de notre vie et de notre lutte, de celles du prolétariat international et surtout de celles des peuples d'Amérique latine pour la liberté et l'indépendance.

« Devant le défilé de votre armée, le 2 janvier, combien de souvenirs me sont revenus ! Notre lutte, notre guerre nationale révolutionnaire contre le soulèvement militaire franquiste de 1936 à 1939, nos héroïques miliciens transformés ensuite en Armée révolutionnaire...

« Puis la guerre en Union Soviétique, contre l'agression hitlérienne. La grande guerre patriotique dans laquelle la jeunesse soviétique, le peuple et l'armée soviétiques, dans un effort sans égal dans l'histoire, ont porté des coups mortels aux agres-

Informations générales — Infor

seurs, aidant les peuples d'Europe à bâtir le socialisme là où c'était possible et à détruire l'oppression et la tyrannie séculaires...

« Et, venant de loin, de l'immortel Stalingrad, uni à eux dans la fraternité héroïque du sacrifice, mon Ruben, que j'ai vu pour la dernière fois dans le défilé sur la Place Rouge à Moscou, portant avec une dignité orgueilleuse l'uniforme de la glorieuse armée soviétique, après avoir lutté en Espagne et connu les camps de concentration en France.

« Et un cri angoissé que je voudrais faire parvenir à toutes les mères cubaines, à toutes les mères du monde, montait de mon cœur, de mes lèvres ! Luttons contre les fauteurs de guerre, pour la paix et l'amitié entre tous les peuples ! Défendons la vie et l'avenir de la jeune génération !

« Ce V^e anniversaire de la victoire de la révolution cubaine est une des plus vives impressions que j'emporte de Cuba, où l'on voit une fois de plus la fusion du dirigeant et du peuple non seulement dans la vie de chaque jour, favorable ou contraire, mais dans la confiance dans le lendemain, dans cet avenir radieux qui a commencé dans la Sierra Maestra, qui éclaire la déroutée des ennemis de l'indépendance et de la liberté cubaines, qui illumine l'effort d'alphabétisation, qui éclaire la montée du peuple cubain vers les sommets lumineux du socialisme.

« En parcourant votre pays, j'ai partout vu le même enthousiasme, la même décision, la même foi qui déplace les montagnes, chez les hommes et les femmes cubains qui édifient une vie nouvelle.

« Qu'un jour prochain notre affection puisse s'exprimer à vous dans notre Espagne libérée et que nous puissions vous offrir comme vous l'avez fait, notre amitié et notre fraternité ! »

LE PHILOSOPHE ARANGUREN CREE UNE REVUE

Une nouvelle revue, « Tiempo de Espana », créée et dirigée par le philosophe catholique Aranguren vient de paraître à Madrid. Outre Aranguren y écrivent : Pedro Lain Entralgo, José Ferreter Mora, Fernando Lazaro Carreter, Francisco Ayala, Lorenzo Gomis, Esteban Pinilla de las Heras, Julian Marias, José Luis Cano, Juan Marichal, José Luis Píñillos, Guillermo de Torre, Juan Gomis, Carlos Maria Bru, Carlos Castilla del Pino et Luis Angel Rojo.

Dans l'article de présentation,

Aranguren dit notamment : « Nous voulons savoir en quel temps vit l'Espagne et en quel temps elle doit vivre. L'horloge de l'Espagne doit s'ajuster à celle de l'Europe et du monde. Il faut la mettre à l'heure. Nous avons des structures quasi féodales et autres vieilleries. Il faut modifier notre mentalité et notre attitude.

« Sous la politique, la réalité sociale subit des rapides et profondes mutations qui en amèneront d'autres plus spectaculaires. Les structures économiques conservées par la force et l'inertie se désagrègent. Qui, sous la rigidité ne sent pas la mollesse, ne comprend pas ce qui est arrivé chez nous. Nous devons préparer le nouveau, qu'il faudra substituer aux choses étroites et dépassées que nous avons. »

DECLARATIONS DE L'ECRIVAIN JOSE BERGAMIN

Montevideo (ED). — Le journal « Acción » du premier décembre publie des déclarations de José Bergamin, l'écrivain catholique qui a dû s'exiler en Uruguay devant les persécutions franquistes.

Après avoir expliqué pourquoi Fraga Iribarne l'a choisi comme but de ses attaques contre les 102 intellectuels et avoir démasqué le ministre, qu'il appelle de « l'Infamiation », il dit :

« Les forces syndicales, si elles brisent leur structure verticale, peuvent précipiter l'issue. Le régime est caduc mais pas la vie espagnole. Je crois en la jeunesse d'Espagne ; depuis l'Encyclique Pacem in terris, toutes les associations de jeunes catholiques ont eu une attitude différente de celle de leurs aînés. Même la Phalange n'est plus celle que nous

connaissions. Je crois que la tendance des générations nées sous le régime est républicaine. En réalité l'Espagne attend une solution de démocratie chrétienne (renovée) avec un courant socialisant comme en Italie. »

Bergamin ne pense pas que le régime puisse durer longtemps. « Il dure grâce à la police et la persécution. Mais à l'intérieur, il se détériore de plus en plus. » Il le traite de gouvernement-galápagos. « Le galápagos (tortue d'eau douce) cherche à grimper après le mur au printemps mais son poids le tire vers le bas et il finit par tomber les pattes en l'air, tué par le soleil qu'il recherchait. En Espagne la richesse et la misère ont grandi. Celle-ci provoque les grèves, les protestations augmentent. La politique et le corporatif sont inséparables. »

La Phalange des gauches attaque à son tour la politique gouvernementale

Madrid, 7 novembre. — La lettre des intellectuels espagnols a eu un rebondissement imprévu : cinquante-deux personnes appartenant à l'aile gauche de la Phalange ont envoyé à M. Solís, ministre du Mouvement et délégué national des syndicats, une lettre dans laquelle elles demandent si, oui ou non, des mineurs asturiens ont été torturés. Cette lettre critique durement M. Fraga Iribarne, ministre de l'Information, et la politique du gouvernement au cours de ces six dernières années, politique qui « a mené à l'indiscipline les ouvriers auxquels il ne reste que la révolte comme moyen de faire connaître leur désaccord à l'Espagne et au monde ».

La lettre, datée du 30 octobre, et qui a pour premier signataire M. Luis Gonzales Vicen, leader de la Phalange des gauches, est également signée par huit « procuradores » aux Cortès, plusieurs conseillers nationaux du Mouvement, deux chefs nationaux des syndicats (transports et pêche), divers membres du Conseil national de la vieille garde de la Phalange et des militants de toutes les classes sociales.

Les phalangistes, qui qualifient la polémique entre M. Fraga et les signataires de la lettre de « conversation d'intellectuels » demandent que la justice soit chargée de punir les coupables : ceux qui ont torturé, s'il y a eu torture, et, sinon, ceux qui ont diffamé les forces de l'ordre.

Ils considèrent comme grave la légèreté de ton avec laquelle M. Fraga Iribarne admet que deux femmes ont été tondues, « attentat évident contre la dignité humaine, à propos duquel il n'y a pas lieu, pour celui qui déclare bien haut détenir l'autorité, de faire de plaisants commentaires ».

Les signataires de la lettre situent la rupture du dialogue entre le gouvernement et le peuple en 1957, lorsque sont entrés au gouvernement les ministres dits « économiques », qu'ils accusent notamment d'avoir favorisé l'émigration des ouvriers espagnols pour fournir au pays des devises alors qu'ils freinaient en même temps toute espèce de politique sociale.

La politique économique s'est caractérisée, selon les phalangistes de gauche, « par le recours aux thèses capitalistes les plus rétrogrades » ; par l'asphyxie des industries et par la confusion entre « un plan authentique de développement et une inflation réalisée aux dépens des travailleurs ».

Pour la Phalange des gauches, le problème se trouve posé entre les capitalistes, maîtres de l'administration, de la propagande, d'une force de l'ordre bien armée et bien dressée, et les ouvriers « privés des voies légales pour arriver à ce à quoi ils aspirent ». Aucun dialogue n'est possible entre

eux, selon les signataires de la lettre, car les uns comme les autres ont raison, « les ouvriers, en aspirant à une représentation réelle au sein de l'ensemble social espagnol ; les forces de l'ordre, en maintenant l'autorité qui leur vient du gouvernement ».

Et ils concluent : « Il ne faudrait pas s'étonner si un jour les ouvriers répondraient avec violence aux violences dont ils sont l'objet... »

La grève des Asturies n'a pas été vaine ; sa première conséquence est d'avoir provoqué à l'intérieur du régime des « prises de conscience ». Peut-être le temps des « autocratiques » viendra-t-il, mais pour le moment, rien ne le laisse prévoir.

La revue du « cercle José Antonio » interdite par le gouvernement

MADRID, 8 novembre. — La publication du quatrième numéro de la revue « Es Asi » a été interdite par le secrétaire général du Mouvement, Solís Ruiz. « Es Asi » est l'organe du cercle « José Antonio », dont le président, Gonzales Vicen, est signataire de la lettre adressée par les « phalangistes de gauche » à Solís, lettre critiquant vivement la politique du gouvernement. Cette « punition » a créé une certaine effervescence dans les milieux politiques madrilénes où l'on fait observer que depuis quelques semaines le gouvernement a été amené à prendre un certain nombre de mesures contre des personnalités ou des organisations jusqu'alors proches des milieux gouvernementaux. On rappelle la récente saisie du numéro de l'organe des Jeunesses ouvrières catholiques, consacré aux grèves des Asturies, et dont le contenu avait été soumis à l'approbation du primat d'Espagne Pla y Daniel.

Une autre prise de position suscite de nombreux commentaires. Le lea-

Treize grévistes asturiens libérés

Madrid, 21 janvier. — Treize ouvriers arrêtés au mois d'août dernier, au moment des grèves dans les charbonnages des Asturies, ont été mis récemment en liberté surveillée, apprend-on de bonne source à Madrid.

Les mineurs étaient détenus à la prison de Carabanchel à Madrid où se trouvent toujours soumis à la juridiction militaire, vingt-six de leurs camarades.

L'écrivain espagnol

José BERGAMIN

est arrivé à Montevideo

Montevideo, 1^{er} décembre. — L'écrivain espagnol José Bergamin est arrivé, samedi soir, à Montevideo, venant de Madrid, où il s'était réfugié pendant plusieurs semaines à l'ambassade de l'Uruguay.

— Je crois que mon exil sera bref, a déclaré l'écrivain qui a quitté l'Espagne, menacé de persécutions pour avoir signé avec d'autres intellectuels une lettre protestant contre l'attitude des autorités franquistes pendant la grève des mineurs asturiens.

der de la démocratie chrétienne, Gil Robles — en exil depuis qu'il a assisté au congrès de Munich en 1962 — prend ses distances à l'égard de la monarchie. « La démocratie chrétienne, déclare un communiqué, affirme le droit du peuple espagnol de choisir, au moyen de procédés authentiquement démocratiques, la forme de son gouvernement. »

Et le communiqué ajoute que la démocratie chrétienne resterait dans l'opposition si, après le renversement « inéluctable » du régime actuel, la monarchie était imposée par des méthodes antidémocratiques.

Inculpation d'une vingtaine de grévistes à Bilbao

(De notre correspond. particulier)

Madrid, 24 octobre. — A la suite d'une grève organisée à Bilbao par solidarité avec les mineurs asturiens (les ouvriers des plus importantes entreprises de cette ville avaient arrêté le travail pendant une dizaine de minutes), une vingtaine de personnes ont été inculpées, apprend-on de source sûre (voir le Monde du 22 octobre).

Toutes ces personnes, en majeure partie des jeunes gens, seraient détenues à la prison de Soria. Parmi elles se trouvent douze membres du comité qui avait organisé cette manifestation de solidarité : nationalistes basques (E.T.A.) et mouvements ouvriers catholiques. On signale qu'aucun communiste ne se trouve parmi les détenus.

La gauche démocrate-chrétienne (illégal) écrit au ministre de l'Information

(De notre correspond. particulier)

Madrid, 6 décembre. — Trente membres de la gauche démocrate-chrétienne, groupement illégal espagnol, ont adressé une lettre au ministre de l'Information, M. Fraga Iribarne, dans laquelle ils exposent « quelques problèmes politiques d'actualité ».

Le premier signataire de cette lettre est M. Manuel Jimenez Fer-

• Un prêtre basque dénonce « le silence de la hiérarchie catholique devant les crimes franquistes »

Cité du Vatican, 1^{er} décembre. — Un prêtre basque espagnol, le père Ignace Azpiazu, qui vit en exil depuis 1937, a adressé au secrétariat général du Concile une lettre dans laquelle il demande que les pères conciliaires « dictent des principes destinés à l'élaboration de normes qui imposent et facilitent à la hiérarchie catholique, à tous ses degrés, l'accomplissement de son devoir de protéger les droits de ses prêtres à la vie, à l'honneur et à la liberté, dans tous les régimes politiques, et principalement dans ceux qui s'intitulent catholiques. »

Le père Azpiazu note que peu de gens savent « les souffrances du clergé basque sous le régime du général Franco.

« Cela est dû principalement au fait, dit-il, que la hiérarchie catholique garde le silence devant les crimes commis par les franquistes contre le clergé basque. »

Portugal. — Le Dr Dias Amado, ancien professeur à la faculté de médecine de Lisbonne, connu pour son opposition au gouvernement, a été arrêté par la police de sécurité de l'Etat, annonce-t-on dans les milieux bien informés. Cette arrestation fait suite à celle de l'écrivain et journaliste Tavares Rodrigues annoncée la veille.

D'autres arrestations auraient été opérées à Lisbonne, parmi lesquelles celles de deux frères, tous deux ingénieurs, du nom de Rosario. — (A.F.P.).

andez, ex-ministre de la République, qui réside actuellement à Séville où il est professeur à l'université. Son nom est suivi de ceux des professeurs Jimenez de Parga, de l'université de Barcelone, et Aguilar Novarro, de l'université de Madrid, de MM. Federico Roda Ventura et Felix Bous Marquez, respectivement doyens de l'ordre des avocats de Barcelone et de Majorque, etc.

La gauche démocrate-chrétienne proteste auprès du ministre contre la campagne « destinée à enlever tout prestige à certains secteurs idéologiques de la démocratie chrétienne tant espagnols qu'étrangers ». Les signataires se réfèrent ensuite à la lettre envoyée au ministre par cent deux intellectuels à propos des sévices qu'aurait exercés la garde civile sur des mineurs asturiens. Ils qualifient le ton de la réponse — rendue publique par la presse espagnole en même temps que le document cité — de discriminatoire et partial. Ils se plaignent enfin de ce qu'en Espagne « l'information soit bien loin de ce qu'elle devrait être dans un Etat de droit ».

« ON GOUVERNE AINSI EN ESPAGNE »

Cette lettre est la première qu'une organisation illégale adresse à un membre du gouvernement. Certains observateurs croient y voir, ainsi que dans les lettres d'intellectuels qui l'ont précédée, une marque de faiblesse du régime. D'autres estiment, au contraire que le gouvernement peut aujourd'hui laisser publier de telles lettres sans que l'ordre public soit pour autant menacé.

« Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis la fin de la guerre civile, et nous, Espagnols, nous nous sommes habitués à vivre tous en paix et à accepter la possibilité qu'il y ait parmi nous des opinions contraires, ce qui ne doit pas nous transformer en adversaires acharnés », a déclaré jeudi à l'Ateneo de Valence le directeur général de l'Information, M. Carlos Robles Piquer, au cours d'une conférence intitulée : « On gouverne ainsi en Espagne ».

« Aujourd'hui, nous jouissons d'une liberté beaucoup plus grande que celle que nous possédions il

y a quinze ou vingt ans, sans que cette liberté représente une diminution de la sécurité », ajouta-t-il.

Il affirma ensuite que « les forces de l'opposition — appelée démocratique bien que conduite par des personnes différentes de celles qui s'obstinent dans l'exil — sont présentes dans la vie politique espagnole ». Et il a qualifié les cabinets qui se sont succédés depuis la fin de la guerre civile de « gouvernements de coalition » formés par des ministres de tendance sociale-chrétienne, libérale et syndicaliste.

M. Robles Piquer a dit aussi que les lettres envoyées par des intellectuels au ministre de l'Information avaient pour but de « rendre plus difficiles les efforts de ceux qui veulent construire la paix et l'entente entre tous les Espagnols sur l'unique base possible, le Mouvement national ». (Intérim.)

Fermeture des locaux de l'Omnium culturel catalan

(De notre correspondant particulier.)

Madrid, 3 décembre. — Sur l'ordre du gouverneur civil de Barcelone, la police a fermé les locaux de l'Omnium culturel, association dont le but est la protection et la diffusion de la culture catalane. L'association était suspectée de se livrer à des activités illicites. La police a opéré une perquisition qui a duré trois heures et emporté des dossiers et la correspondance que le centre culturel entretenait avec les pays étrangers où la colonie catalane est importante.

L'Omnium culturel est, d'après des informations reçues de Barcelone, l'unique association privée destinée au développement de la culture catalane qui ne soit pas sous la protection de l'Eglise catholique et qui n'ait pas un caractère clandestin.

Elle groupe l'Institut d'études catalanes, le Groupement dramatique de Barcelone, le Ballet populaire de Catalogne, le secrétariat des Orphéons catalans et le secrétariat des Prix littéraires Sainte-Lucie, qui décernent six prix annuels d'une valeur totale de 300 000 pesetas à des œuvres écrites en langue catalane.

L'association est présidée par M. Félix Millet y Maristany (président de la Compagnie hispano-américaine d'assurances et d'autres importantes entreprises industrielles de Barcelone), et elle est composée d'industriels, d'hommes d'affaires, de médecins et d'avocats.

faits de la vie en Espagne

Les universitaires manifestent leur inquiétude devant le projet de réforme de la carrière administrative

(De notre correspondant particulier.)

Madrid, 4 décembre. — M. Rodolfo Martin Villa, chef national du S.E.U. (syndicat qui groupe tous les universitaires espagnols), a adressé une lettre au ministre, sous-secrétaire de la présidence du gouvernement, afin de lui faire part de la « grande inquiétude » qui

existe chez les étudiants devant un projet de réforme du corps technique des fonctionnaires de l'administration.

Pour entrer dans ce corps des fonctionnaires il fallait jusqu'à présent passer un concours pour lequel on exigeait un titre universitaire. Avec la réforme prévue, quelque quatre mille personnes entreraient dans l'administration technique sans avoir passé ce concours. Dans les milieux universitaires on dit que le gouvernement pense donner ainsi une occupation à de nombreux officiers qui vont prendre leur retraite en application d'un autre projet de loi actuellement à l'étude. Les étudiants estiment qu'en ce cas, pendant les dix années à venir, plus aucun concours ne serait organisé, ce qui aggraverait encore le manque de débouchés pour les diplômés de droit et de sciences politiques. Selon le journal catholique *Ya*, 35 % des licenciés en droit sont sans travail et 45 % sont sous-employés.

Le projet de réforme a provoqué la

semaine dernière une grève de vingt-quatre heures dans les facultés de droit et de sciences politiques et économiques de Madrid. La grève s'est déroulée sans incident, mais il existe un certain malaise à l'université. Le délégué du S.E.U. de la faculté de droit a été démis de ses fonctions à cause de cette grève. Une conférence que le romancier Armando Lopez Salinas devait prononcer à la faculté de droit a été interdite, et le séminaire du professeur Aranguren, de la faculté de lettres, a dû suspendre son activité. MM. Lopez Salinas et Aranguren, essayistes catholiques, figurent parmi les signataires des deux lettres adressées au ministre de l'Information, M. Fraga Iribarne, à propos des sévices qui auraient été exercés par la garde civile sur des mineurs asturiens.

Selon un fonctionnaire de l'université, les mesures adoptées contre ces deux intellectuels sont dues au fait que tous deux « se livraient à une activité culturelle de caractère marxiste ».

PREMIERS RÉSULTATS DE LA SOUSCRIPTION “ AIDE AUX MINEURS ASTURIENS ”

TURC Lucien, Paris-13 ^e , collecte	20,00 F	Syndicat C.G.T. Dunlop, Montluçon,	
Dr LLUCIA Hervé, Aubagne, collecte	100,00 F	collecte	110,30 F
DECARLI, Paris-4 ^e	100,00 F	FERNANDEZ Arthur, Paris-16 ^e	50,00 F
HUSSON Maurice, Charny-le-Bachot		Sté Carrier, Suresnes, collecte du personnel	216,00 F
(Aube)	10,00 F	CLAUDOT, Dijon, total d'une souscription	38,00 F
Mlle GOBERT, Paris-18 ^e	100,00 F	CERVANTES, Hambourg	345,98 F
GUETH Francis, Saint-Cloud	10,00 F	BLOTTIN Camille, Chatenay-Malabry	
Mme Vve BACHE, Aire-sur-Adour	30,00 F	(Seine)	30,00 F
VILLAR Angel, Talence (Gironde)	20,00 F	CAMLANE Jean, Pontault-Combault	
Mlle BIGOT, Bourg-en-Bresse	30,00 F	(S.-et-M.), collecte, premier versement	51,00 F
Mlle RODRIGUEZ, Paris-12 ^e	70,00 F	Syndicat C.G.T. - C.C.O.S. - H.C.R.	
Mme SORLIN-DELMOTTE, Haubourdin		Paris, collecte	100,00 F
(Nord)	20,00 F	Syndicat C.G.T., La Cellophane, Bezons	
Fédération nationale des Travailleurs du		(S.-et-O.) collecte	45,00 F
Bois et similaires, Paris	50,00 F	LURCAT André, Sceaux (Seine)	100,00 F
Fédération nationale des Industries de		ROMERA, Grignan (Drôme)	20,00 F
l'Energie, Paris	100,00 F	KAEB Willy, Mazamet (Tarn)	50,00 F
MOLLI-MARTINO, Herserange		Syndicat des métaux C.G.T., usine S.M.I.	
(M.-et-M.)	10,00 F	Pamiers (Ariège)	100,00 F
Sections syndicales C.G.T. - C.G.T.-F.O.		Anonyme, Marseille	50,00 F
C.F.T.C. Sud-Aviation, Rochefort,		CABANAC, St-Etienne (Loire)	10,00 F
collecte	273,29 F	Cellule rurale Mary-sur-Marne	8,00 F
Mme PAYANT Marthe, Montpellier	10,00 F	FERRER César, Saint-Brieuc	15,00 F
REYNAL Maurice, Clichy (Seine)	25,00 F	Mlle HUSSON, Paris-10 ^e	20,00 F
BEILLE Antoine, Sète (Hérault) collecte	21,00 F	HAISSINSKI Moïse, Sceaux (Seine)	30,00 F
Section syndicale C.G.T. de la 2 ^e C.A.		Fédération nationale C.G.T. des Cheminots	100,00 F
de la Sécurité sociale, Paris, collecte ..	50,00 F		
PERINET Marcel, Chaville	10,00 F		
		Total au 1 ^{er} janvier 1964	2.943,57 F

Le Comité national remercie chaleureusement les personnes et les organisations qui ont répondu à l'appel de la solidarité aux mineurs asturiens. Il souhaite voir continuer ce mouvement de solidarité internationale en faveur des familles des mineurs asturiens qui se trouvent dans la plus grande détresse.

Envoyer les fonds au C.C.P. Comité FRANCE-ESPAGNE PARIS C. 5523-63

LES MINEURS ASTURIENS

HONNEUR DU PROLÉTARIAT ESPAGNOL



La Fédération des Travailleurs des Métaux a acquit dernièrement une magnifique toile du peintre espagnol José ORTEGA, œuvre réaliste exaltant l'héroïsme, la peine et l'espoir des mineurs asturiens. Le vernissage a eu lieu le 27 janvier 1964 en présence du peintre, des membres du bureau fédéral, du personnel technique et des représentants du Comité national de défense des victimes du franquisme.

Dans le courant de cette cérémonie présidée par la camarade Monique PARIS, secrétaire de la fédération, le camarade Henri HOFFMANN, membre du bureau fédéral a vivement félicité le peintre pour son œuvre remarquable, et a appelé à la solidarité. Un vin d'honneur a terminé cette brillante réunion.



Comité National de Défense des Victimes du Franquisme

SIÈGE SOCIAL : 10, rue Vézelay - Paris-8^e — Tél. LAB. 96-40

Envoyer les fonds au C. C. P. Comité FRANCE-ESPAGNE PARIS C 5523-63

n° 16 — Avril-Mai-Juin 1964 (Trimestriel)

Prix : 1,00 F

14 AVRIL
1931

*

14 AVRIL
1964

33^e ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE

I L y a eu 33 ans le 14 avril 1931 la République était proclamée en Espagne. Le roi Alphonse XIII s'enfuyait pour l'exil. Un bateau l'attendait à Carthagène pour le conduire en FRANCE.

Son dernier acte politique avait été de confier le pouvoir au général BERENGUER, le vaincu de CUBA et du MAROC, mais cette tentative échoua parce que les élections municipales qui marquaient le triomphe des républicains espagnols dans la plupart des grandes villes : BARCELONE, VALENCE, SEVILLE furent déjà considérées comme un verdict des masses populaires contre la monarchie.

Aux élections du 16 février 1936, le front uni de la gauche conquiert une écrasante majorité aux CORTES : 376 sièges sur 473. Ce fut un résultat des plus significatifs montrant la volonté du peuple espagnol. La coalition des gauches : gauche républicaine AZANA, union républicaine MARTINEZ BARIO, Esquerra catalane COMPANYS, socialistes CABALLERO, parti communiste JOSE DIAZ, puissamment soutenue par les syndicats, remportait là une victoire éclatante.

La défaite de la monarchie, l'instauration de la République en avril 1931 marquaient un grand pas en

avant vers le développement démocratique du peuple espagnol. Les luttes qui se succédèrent, éveillèrent à une vie nouvelle les masses ouvrières et paysannes qui avaient vécu écrasées par une surexploitation moyenâgeuse.

Cela signifiait particulièrement une constitution démocratique, le droit de grève, l'existence légale des partis et des organisations syndicales, la journée de 8 heures, le vote des femmes, l'institution de l'enseignement laïque, la liberté des cultes, la réforme agraire.

**

Tout cela s'avéra intolérable pour la réaction. La réaction internationale la plus noire, tenta dès le départ d'anéantir par la violence les résultats du suffrage universel et de porter en même temps un coup aux forces démocratiques en Europe, notamment en France.

La rébellion de FRANCO et des généraux trahissant la république n'aurait jamais été victorieuse sans l'aide massive et directe de HITLER et de MUSSOLINI, pour lesquels la deuxième guerre mondiale commençait et sans la complicité des gouvernements français et anglais qui interdisaient, par la politique criminelle,

de non-intervention, à la jeune république de s'armer.

Cette politique qui boycottait l'Espagne républicaine était en réalité une sanction alors qu'elle laissait le champ libre à l'aviation fasciste. Malgré le combat héroïque du peuple espagnol et la solidarité internationale qui se manifesta particulièrement par la création des Brigades Internationales au courage légendaire, le fascisme domina toute l'Espagne peu à peu transformée en un vaste camp de concentration.

Le premier « pronunciamiento » contre la République espagnole éclata le 10 août 1932, à Séville. Son auteur, le général Sanjurjo, s'était rallié inconditionnellement à la République, ce qui ne l'empêcha pas de soulever contre elle les garnisons du nord et du centre.

La République maîtrisa la rébellion. Jugé et condamné à mort, Sanjurjo est grâcié et remis en liberté, ce qui lui permit de conspirer à nouveau contre la régime démocratique. Cette mansuétude servait la réaction que tenait à conserver ses privilèges. Les dangers menaçant la jeune République étaient imminents.

Devant le triomphe du Front populaire, FRANCO alors chef d'Etat-Major avait ordonné une distribution d'armes aux fascistes et aux officiers

40 P 6689

d'active de l'armée espagnole. Plutôt que de remettre le pouvoir au Front populaire, FRANCO offrait à PORTELA VALLADARES, dernier président du Conseil en exercice, de former un gouvernement de dictature militaire.

Sous la pression des masses populaires, M. AZANA formait le nouveau cabinet. La mise hors d'état de nuire des généraux s'imposait. Cependant, l'un est envoyé aux Baléares, l'autre aux Canaries, c'étaient GODED et FRANCO, aucune mesure efficace ne fut prise à l'égard de ces comploteurs.

Le 17 juillet 1936, les légionnaires du Tiercio, régiments étrangers occupent les bureaux de poste, les casernes et les aérodromes des villes du protectorat marocain. Le même jour le général FRANCO, capitaine général des Canaries, prend l'avion à Tenériffe et débarque à Tétouan après avoir lancé cet appel « l'armée a décidé de rétablir l'ordre ». C'était en fait la guerre civile prélude à la deuxième guerre mondiale. Le peuple de France se souvient du calvaire de la République Espagnole. Durant trois années, une lutte opiniâtre, héroïque se soutint contre les fascistes, trois années de guerre accompagnées de destructions, d'assassinats, de raids de terreur qu'illustra tragiquement la ville martyre de GUERNICA.

BERLIN et ROME félicitaient FRANCO victorieux avec leur concours décisif. Puis ce fut l'emprisonnement, la mort sous la torture et le peloton d'exécution d'innombrables républicains et l'exil pour des centaines de milliers d'autres. 25 ans après, les tenants du « monde libre » aident FRANCO à maintenir sous la plus grande misère son régime concentrationnaire criminel, à préserver et à accroître les privilèges du monopolisme international. Mais l'unité des forces antifascistes se renforce chaque jour, le peuple espagnol se relève peu à peu de l'état de terreur dans lequel le régime de FRANCO l'a plongé, aidé par l'action sans cesse renouvelée de sa classe ouvrière, action qui entraîne peu à peu l'ensemble de la nation à lutter pour obtenir la satisfaction de ses revendications, le peuple espagnol, soutenu par la solidarité internationale, marche vers la reconquête de sa liberté assurant à tous le travail, le bonheur et la paix.

Le Comité National.

IL Y A UN AN QU'ILS L'ONT TUÉ

MAIS LES FRANQ U



Julian Grimau, héros de la réconciliation

FRANQUISTES N'EN ONT PAS FINI AVEC JULIAN GRIMAU

J'ECRIS ces lignes le lundi 20 avril 1964 et il pleut. L'an dernier, il faisait beau. Le soleil du 20 avril 1963, je sens encore sa chaleur, je le revois jouer sur la première page de ce journal où je lisais : « JULIAN GRIMAU A ETE EXECUTE CETTE NUIT ».

C'était donc accompli, mais il fallait encore se résoudre à le croire. En Espagne ! Mais ce crime-là, c'était le crime de toute la terre, du monde entier qui avait permis cela, en Espagne. Qui, au matin du 20 avril 1963, ne s'est pas senti personnellement responsable de la mort de Julian Grimau, qui n'a pas eu envie de pleurer de colère autant que de chagrin, celui-là peut dormir sur ses deux oreilles, rien ne troublera jamais son sommeil, il n'est pas menacé d'être un homme.

Cette nuit-là, nous avons été des milliers par le monde à vivre dans une angoisse mortelle pour ce Julian Grimau que nous n'avions jamais vu et qui nous était soudain aussi proche que le plus proche de nos proches. L'espoir, cependant, ne nous quittait pas. Ce n'était même pas notre cœur, c'était notre raison qui nous disait d'espérer : si aveuglés qu'ILS soient par la haine, ILS ne se décideraient pas à prendre, à la face du monde, ce visage de monstre que leur ferait l'assassinat de Grimau.

A Carabanchel non plus, dans la prison même, on n'y voulait pas croire. « Non, Julian, disaient les camarades, ILS ne le feront pas ».

— Ne vous y trompez pas, répondit Grimau, ILS le feront. ILS me fusilleront sans l'ombre d'une hésitation. Ma mort est décidée depuis longtemps !

Il savait. Même la faiblesse de l'espérance impossible, il se la refusait. Il savait, parce qu'il était un militant et que, depuis 24 ans qu'il tentait d'arracher son pays aux ténèbres, il s'était si bien approprié l'Espagne, en avait si bien fait sa chose, son enfant, qu'il ne s'y pouvait rien passer qu'il ne fût le premier à deviner. Il savait que sa mort était indispensable à Franco pour freiner un instant le mouvement de colère qui, des Asturies, gagnait tout le pays. En vérité, je crois qu'à la minute même où on l'arrêtait, Julian Grimau savait que les franquistes, dussent-ils être tentés par une improbable clémence, ne pourraient pas ne pas l'assassiner.

C'est au procès qu'il faut l'entendre. C'est sa force d'âme, son mépris tranquille d'un destin inéluctable qui font de cette misérable parodie de justice un moment bien haut de la conscience humaine.

Quand il dit : « J'ai quitté l'école à douze ans et depuis cet âge, j'ai constamment travaillé », ce n'est pas à ses juges qu'il s'adresse, il sait bien que ce ne sont pas des arguments pour eux. C'est à nous qu'il parle.

On l'accuse d'exactions, de tortures, à Barcelone, pendant la guerre. « Non, dit-il, j'ai rempli ma tâche de fonctionnaire d'un régime parfaitement légitime, ma tâche de fonctionnaire de la République, pour laquelle j'avais lutté depuis l'âge de 16 ans et que je soutenais parce qu'elle assurait mieux les intérêts du peuple, qui incarne la véritable démocratie ». Pas un sou de grandiloquence, les choses telles qu'elles sont. Il regarde ses juges franquistes dans les yeux, et c'est à nous qu'il parle.

On veut lui faire avouer qu'il est

communiste. « Je suis communiste depuis 27 ans, dit-il, et je mourrai communiste ». Donc — **donc** ; dans la « logique » franquiste — il vient d'avouer TOUT. Se reconnaissant criminel en général, il doit aussi reconnaître le détail des crimes particuliers qu'on lui reproche. « Non, répond-il, je n'ai jamais commis d'exactions, je n'ai jamais torturé ». Soit, admettons, on veut bien le croire un instant, mais qu'au moins il admette qu'il aurait pu le faire **puisqu'il** est communiste ! C'est alors que Grimau choisit de pousser à sa dernière conséquence ce fantastique malentendu sur le mot « communiste » — lui qui dit : « patriote », eux qui entendent : « bêtes à abattre ».

« Les sentiments qui m'ont toujours animé, dit-il, ne m'auraient pas permis d'agir comme on le prétend, car ils m'interdisent la cruauté et m'imposent le respect de la personne humaine ».

En face, on ne comprend plus. Julian Grimau, qui pourtant n'a pas bougé d'une ligne, qui n'a jamais été que ce qu'il est, qui pas une fois n'a élevé le ton, vient d'entraîner ses juges vers une région de l'esprit où ils sont incapables de le suivre. Il ne leur reste qu'à le tuer. Il ne leur reste plus qu'à le conduire à Carabanchel, où tant et tant sont morts avant lui, où tant et tant souffrent encore, et souffriront, et mourront encore si nous nous refusons plus longtemps à comprendre ce que Julian Grimau a tenté de nous dire, avant de mourir, de sa voix douce et tranquille : qu'on ne peut pas priver un quart de siècle un peuple, de sa liberté, qu'on ne peut pas mettre tout un peuple au désespoir.

Georges CONCHON.

25^e anniversaire de la mort d'ANTONIO MACHADO

LE 26 janvier 1939, Barcelone tombe aux mains des fascistes. La République Espagnole vit ses derniers jours. Des centaines d'hommes, de femmes, des enfants, ouvriers, intellectuels, paysans, civils ou combattants qui refusent la honte du franquisme se dirigent vers la frontière française ; parmi eux se trouvent le poète Antonio Machado et sa mère. Le 27 janvier, sous une pluie battante, ils pénètrent en France. Deux jours plus tard, le « Comité d'accueil aux intellectuels espagnols » installe Antonio Machado à la pension Bougnol-Quintana, à Collioure. C'est à cet endroit que, le 22 février 1939, dans ce petit village méditerranéen, mourut « le plus espagnol de nos poètes », comme l'appelle Camillo José, loin des rives du Douro et des oliviers d'Andalousie qu'il avait tant aimé et si bien chanté.

Antonio Machado naquit le 26 juillet 1875 à Séville, la restauration bourbonnienne s'achevait et une vague de répression frappait déjà les intellectuels libéraux.

En 1883, Machado avait alors huit ans, son père est nommé professeur à l'université de Madrid. Il entrera à l'institut d'enseignement libre fondé par Giner de la Rios ; l'esprit libéral de l'enseignement contribuera à la formation de sa conscience.

A la mort de son père, survenue en 1893, Machado et son frère Manuel fréquentent les milieux républicains de la capitale espagnole. Un an plus tard, on retrouve Antonio et son frère à Paris où le 10 décembre de la même année l'Espagne avait renoncé à ses possessions dans la mer des Caraïbes, en particulier à Cuba.

Ses rêves de grandeur s'achevaient mais des milliers de soldats et de marins espagnols étaient morts pour « Cuba espagnol ».

Antonio Machado se joignait, à Paris, aux étudiants qui participaient à la lutte pour la liberté, en

particulier à l'occasion de l'affaire Dreyfus. Il y rencontre Anatole France, Pio Baroja, Ruben Dario...

L'automne revenu, Antonio Machado retourne à Madrid ; il prend aussitôt contact avec les jeunes écrivains « modernistes ».

Après un deuxième voyage à Paris, Antonio Machado retourne en Espagne où il se lie avec un groupe d'écrivains « la génération de 98 ». L'Espagne patriotarde venait de sombrer. Une révision de toutes les valeurs s'imposait. Les intellectuels sous l'influence de Miguel de Unamuno participaient largement à cette rénovation.

Antonio Machado resta très attaché aux idées de ce groupe et à la fin de sa vie, il fait dire à un de ses héros, Juan de Mairena : « ces jeunes gens sont peut-être la première génération d'Espagnols ne dormant pas à l'ombre d'une église, ou, si vous voulez, à l'ombre de l'ombre de l'Eglise. »

En juillet 1909, il se marie à Sorria, et c'est au cours de son voyage de noces, en allant vers Barcelone qu'il apprend que de violentes manifestations s'y déroulent. Toute l'Espagne est indignée par la mobilisation des réservistes pour la guerre du Maroc.

Les organisations ouvrières de Barcelone décrètent la grève générale qui prit vite un caractère insurrectionnel.

Le 30 juillet, le gouvernement fait tirer au canon sur les Ramblas, où s'élevaient des barricades. Lors de la répression qui suivit, Francisco Ferrer fut exécuté.

De 1909 à 1917, Antonio Machado écrit « Champs de Castille » ; il recherche et emploie des expressions directes qui ont leurs sources dans la tradition littéraire espagnole ; il ne s'agit pas pour lui de changer seulement le paysage de Castille, mais les hommes et les femmes qui y vivent en travaillant.

Sa démarche devient plus précise quand, en 1915, il écrit :

Une autre Espagne naît, l'Espagne du ciseau et du maillet, avec cette jeunesse éternelle qui se fait, du passé, solide de la race. Une Espagne implacable et redemptrice, Espagne à l'aube et qui tient dans sa main vengeresse une hache. Rageuse Espagne de l'idée.

En août 1917, une grève générale éclate. Elle a pour objectif précis le renversement de la monarchie.

En 1919, les membres du comité de grève, emprisonnés à Carthagène, sont élus députés. Machado participe à une manifestation pour l'amnistie aux emprisonnés.

A ce moment, Machado participe activement à la vie politique. Il fonde à Ségovie une section de la Ligue des Droits de l'Homme et s'associe à une campagne pour le châtiement des responsables du désastre que subit l'armée espagnole dans la guerre du Rif. Après la victoire du coup d'Etat de Primo de Rivera, Machado, désabusé, n'en continue pas moins son œuvre.

A cette époque, sa double personnalité se révèle. Il y a d'abord l'homme rationnel cherchant la vérité et analysant froidement les événements, puis celui dont l'émotion et l'intuition prennent le pas sur la logique.

Machado, fortement influencé par les philosophes Bergson et Heidegger, ne parviendra jamais « à voir le dépassement de la logique classique dans le domaine de la raison » ; il se défend d'être marxiste et le précise en disant :

« Je ne peux pas croire que le facteur économique dont je n'ignore pas l'énorme importance soit le plus essentiel de la vie humaine et le grand moteur de l'histoire ».

Pourtant, il a toujours été là où sa conscience lui demandait ; il n'a jamais refusé de prendre position.

En 1938, pendant que se déroule la bataille de l'Ebre, il répond à une lettre de Lister, alors commandant d'armée :

« Si ma plume pouvait valoir ton pistolet de capitaine, je mourrai satisfait ».

Il prit parfois des positions très nettes, en particulier sur le rôle des classes sociales dans la culture, la nation.

Antonio Machado est mort en terre d'exil à la fois si loin et si près de sa terre d'Espagne. Mais un jour viendra où son corps reposera dans sa patrie républicaine.

Extraits d'un article signé G. A. paru dans le journal « Le Travailleur Catalan ».

TRANSFORMATION

DU PORT DE ROTA EN BASE DE SOUS-MARINS ATOMIQUES

RENOUVELANT les accords de 1953 avec les Etats-Unis, le gouvernement espagnol a été contraint d'accepter que la base de Rota, près de Cadix, soit transformée en base de sous-marins munis de fusées Polaris. De ce fait, Franco crée sciemment une situation très dangereuse pour la sécurité de l'Espagne, la vie des Espagnols et des pays voisins bordant la Méditerranée.

Dans une note du 20 mai 1963, le gouvernement de l'U.R.S.S. mettait en garde tous les pays riverains de la Méditerranée sur les conséquences qu'entraînerait la réalisation des plans du Pentagone visant à la transformation de cette mer intérieure en un dépôt de fusées munies de charges nucléaires mis à la disposition d'un agresseur éventuel.

Cela crée d'abord une menace permanente pour les pays riverains, à commencer par l'Espagne et permettrait de devenir le théâtre de futures opérations militaires dévastatrices.

Les sous-marins ainsi équipés de fusées Polaris élargiront la superficie d'où peut partir une agression et par voies de conséquences la sphère d'une riposte immédiate. Evocant l'histoire des peuples méditerranéens et de ses multiples conflits, la note soviétique signalait : « Jamais pendant la Deuxième Guerre mondiale il n'y a eu d'arme comparable par sa puissance de destruction à celle qui se cache dans les profondeurs de la Méditerranée ni à celle qui serait employée à répondre à l'agresseur si cette mer était utilisée par lui. Elle deviendrait une mer morte et les centres de la civilisation des pays riverains seraient menacés du destin de Pompéi. »

Chacun sait que cet avertissement n'est pas paroles en l'air et que de nombreuses expériences ont démontré au monde entier que les « fusées globales » soviétiques atteignent leur but avec une grande précision après avoir parcouru des milliers de kilomètres en quelques minutes.

L'inquiétude a gagné de vastes secteurs en Espagne. Le journal réactionnaire « ABC » disait le 21 février 1963 trois mois avant l'avertissement de la note soviétique : « Alors qu'on commençait à parler d'envoyer des sous-marins atomiques en Méditerranée, tous les pays riverains ont pu imaginer qu'en un clin d'œil cette mer de commerce, de pêche de plages touristiques, d'histoire, pourrait devenir un champ de bataille, une guerre nucléaire entre deux colosses qui n'ont rien à voir avec cet étang. Ces sous-marins qui semblent pestiférés doivent rentrer à leur port d'attache en Ecosse, ils peuvent en outre avec la radio-activité de leurs réacteurs, occasionner des dommages que les assurances de l'administration des U.S.A. pourraient difficilement compenser. »

Méprisant cette inquiétude, le général Franco a accepté que Rota et ses environs deviennent un objectif destiné à la destruction au début d'un conflit. Toute notre côte méditerranéenne est également menacée.

Il est évident que Franco a cédé Rota aux Etats-Unis en connaissance de cause, sachant que cela représente pour l'Espagne une menace permanente.

Il l'a fait bien que le gouvernement soviétique lui ait offert dans sa note une solution pacifique et raisonnable. Rejetant ces propositions, le gouvernement Franco a choisi de placer Rota et l'Espagne sous la menace de représailles thermonucléaires.

Une fois de plus le général Franco, qui aime tant à se draper de patriotisme méprise les intérêts nationaux et l'existence même de l'Espagne. Il n'hésite pas à mettre ces valeurs dans les mains des militaristes yankees qui ont souvent montré, il suffit de rappeler la crise des Caraïbes, leur mépris du destin de l'humanité. Le fait même que la cession de Rota ait été publique montre le mépris des militaires du Pentagone pour la dignité nationale espagnole. Ce ne sont ni le gouvernement américain ni le gouvernement espagnol qui l'ont annoncé mais l'officier de marine qui commande la base de Holy Loch en Ecosse. Il a déclaré le 20 février que la base de Rota était la deuxième des sous-marins atomiques en Europe, et quand le lendemain un journaliste étranger s'est étonné devant le ministre espagnol de l'Information, que l'annonce n'ait pas été faite par les gouvernements intéressés, Fraga Iribane a répondu (selon ABC du 23-2) que « le gouvernement espagnol le savait parfaitement mais n'était pas terminée et poursuivait son chemin. Depuis le renouvellement des accords, la question était posée, on ne peut pas assurer que les conversations soient terminées, mais il y a eu des contacts à divers niveaux », malgré ces fausses réserves le commandant de la base de Holy Loch annonce que Rota est la deuxième base de « Polaris » en Europe et envoie le navire-atelier « Proteus » à Rota. Peut-on mieux montrer à quel niveau est placée la dignité nationale par le général Franco.

Le gouvernement Franco a utilisé la cession de Rota pour faire pression sur Washington afin que l'Espagne n'ait pas à subir les représailles économiques contre les pays commerçant avec Cuba. Ce jeu diplomatique n'est pas admissible. Les relations avec la république de Cuba et tous les autres pays socialistes sont un droit souverain dans lequel les Etats-Unis n'ont pas le droit d'intervenir. Nul gouvernement espagnol ne peut acheter ce droit au prix de la sécurité nationale. Le geste du gouvernement Franco s'accorde difficilement avec l'aspiration émise par la presse contrôlée de normaliser les relations avec les pays socialistes, ce qui correspond aux intérêts permanents de l'Espagne.

Cette question touche tous les Espagnols quelles que soient leurs positions politiques. Sur elle peut et doit se créer une vaste unité nationale sans autre objectif que de sauvegarder la souveraineté, l'intégrité physique et culturelle de ce pays.

PRISONNIERS POLITIQUES dont la peine de mort a été commuée

La liste ci-jointe est la relation nominale des prisonniers politiques espagnols condamnés à mort et commués de la peine de mort pour celle de trente ans de prison et qui se trouvent actuellement à la prison de Burgos.

Nous avons de la plupart d'eux l'année et même le jour où ils furent arrêtés. Depuis, ils sont en prison.

Il faut ajouter que cette catégorie de prisonniers ne peut absolument pas bénéficier d'aucune des remises de peine accordées par le gouvernement espagnol en diverses occasions. Ils ne peuvent pas non plus se racheter par le travail. Les lois espagnoles sont strictes à ce sujet. Les commués de la peine de mort doivent faire 20 ans de prison ininterrompue pour pouvoir obtenir la liberté.

Franco prétend présenter comme une période de paix les 25 ans de sa domination.

L'existence de cet important nombre d'hommes enterrés à vie à cause de la défense de leurs idées démolit l'hypocrite propagande franquiste.

L'existence de ces détenus exige d'une façon péremptoire que l'opinion publique nationale et internationale réclame l'amnistie pour tous les prisonniers et exilés politiques espagnols.

Avril 1964.

LISTE DES COMMUES DE LA PEINE DE MORT

Juan Antonio CUADRADO DIEGO, arrêté en avril 1945.
José Luis FERNANDEZ ALBERT, arrêté en novembre 1946.
Pedro MORTE ARNAU, arrêté en janvier 1946.
Gregorio VALERO SALVADOR, arrêté en décembre 1944.
Alejandro NAVARRO MORENO CID, arrêté en mars 1960.
Benigno LORENZO BAUTISTA, arrêté le 15 septembre 1947.
Manuel BOULLOSA VENTIS, arrêté le 7 septembre 1946.
Constancio SOBRINO TORIBIO, arrêté le 17 avril 1949.
Francisco LOPEZ HERRERA, arrêté le 12 juillet 1949.
Pedro FERNANDEZ FERNANDEZ, arrêté le 10 mars 1947.
Luis EXPOSITO MEDINA, arrêté le 19 février 1947.
Pedro de la CRUZ MOLERO, arrêté le 19 février 1947.
Manuel MARTINEZ FERRIS, arrêté le 6 octobre 1945.
José HERNANDEZ RODRIGUEZ, arrêté le 28 février 1946.
Manuel ALONSO GONZALEZ, arrêté le 15 janvier 1945.
Domingo CORTECERO GOMEZ, arrêté le 27 mars 1958.
Carlos MARTINEZ MARTINEZ, arrêté le 20 avril 1947.
Luis VILLAGARCIA HIGUERAS, arrêté en octobre 1946.
Antonio PEREZ BARREIROS, arrêté le 18 avril 1949.
Manuel MARTINEZ CASAS, arrêté le 12 juin 1949.
Alfredo MORENO MORENO, arrêté le 22 décembre 1949.
Rafael FERNANDEZ LUIS, arrêté en septembre 1945.
Eduardo GONZALEZ SILVAN, pas de date d'arrestation.
Francisco BEJAR TORO, arrêté en juillet 1946.
José SATUE MALO, arrêté en mai 1947.
Manuel MORENO MAURICIO, arrêté en janvier 1946.
Manuel HERNANDEZ LEAL, arrêté en septembre 1946.
Gonzalo GONZALEZ GONZALEZ, arrêté en novembre 1946.
Francisco MARTINEZ RAMIREZ, arrêté en 1948.
Florencio PEREZ RUIZ, arrêté en 1946.
Esteban ARIAS GASQUER, arrêté en 1948.
Sebastian MALLOL SATELLAS, arrêté en 1946.
Antonio MARTIN RIVAS, arrêté le 26 août 1949.
Manuel MORATO ARIAS, arrêté en 1952.
Anastasio MERINO MORENO CID, arrêté en mai 1960.
Emilio CARMEN RIVAS, arrêté le 3 octobre 1945.
Arcadio MARTINEZ MARTINEZ, arrêté le 12 mai 1946.
Enrique COLSA GUTIERREZ, arrêté le 28 novembre 1947.

Antonio PEDRAJA RIVILLA, arrêté en août 1945.
Ildefonso GARRIDO, arrêté en octobre 1944.
Fabian BUEDO, arrêté le 2 mai 1944.
Adolfo LUCAS REGUILON, arrêté en janvier 1956.
Remigio BLANCO, arrêté en août 1946.
Santos GOMEZ NEBOT, arrêté en 1947.
Ambrosio ORTEGA ALONSO, arrêté en 1948.
Manuel CARABANO FUENTES, sans date d'arrestation.
Wilson BATLLE, sans date d'arrestation.

VOICI UNE AUTRE LISTE DE PRISONNIERS POLITIQUES ANCIENS COMBATTANTS AYANT SERVI DANS LA RESISTANCE FRANÇAISE ET DANS LES ARMEES ALLIEES

JOSE LEON SERRANO, 39 ans, 30 années de condamnation (commué), 18 ans de prison, partisan.
SEBASTIAN MALLOL SOLELLAS, 68 ans, 30 années de condamnation (commué), 19 ans de prison, aide aux partisans.
ANTONIO MARTIN RIVAS, 46 ans, 30 années de condamnation (commué), 22 ans de prison, partisan.
MANUEL MARTINEZ FERRI, 40 ans, 30 années de condamnation (commué), 18 ans de prison, partisan.
CARLOS MARTINEZ MARTINEZ, 38 ans, 30 années de condamnation (commué), 17 ans de prison, partisan.
MANUEL MORENO MAURICIO, 55 ans, 30 années de condamnation (commué), 17 ans de prison, direction politique de partisans. Résistance française.
FRANCISCO OCHOA MARTICORENA, 46 ans, 30 années de condamnation (commué), 25 ans de prison, partisan.
AMBROSIO ORTEGA ALONSO, 38 ans, 30 années de condamnation (commué), 18 ans de prison, partisan.
FEDERICO OLIVE MANA, 45 ans, 12 années de condamnation, 6 ans de prison. Résistance française.
ANTONIO PEDRAJA RIVILLA, 54 ans, 30 années de condamnation (commué), 19 ans de prison, aide aux partisans.
VICENTE PEINADO GONZALEZ, 54 ans, 25 années de condamnation, 18 ans de prison, aide aux partisans.
LEONCIO PENA PENA, 52 ans, 20 années de condamnation, 6 ans de prison. Sergent de l'armée américaine. Campagne du Pacifique. Blessé. Décoré de l'Etoile de bronze.
ANTONIO PEREZ BARREIROS, 34 ans, 30 années de condamnation (commué), 15 ans de prison, partisan.
NESTOR RAPP, 39 ans, 15 années de condamnation, 4 ans de prison. Armée soviétique, défense de Leningrad. Prisonnier des Allemands.
ANTONIO RIBERTO MARTINHO, 53 ans, 30 années de condamnation (commué), 19 ans de prison, aide aux partisans.
JUAN ROMERO RAMOS, 50 ans, 30 années de condamnation (commué), aide aux partisans.
ANDRES ROS GONZALEZ, 38 ans, 15 années de condamnation, 4 ans de prison. Armée soviétique, défense de Stalingrad.
JOSE MARIA SENDROS MILA, 41 ans, 8 années de condamnation, 10 ans de prison. Résistance française.
ANTONIO SERNA ALONSO, 38 ans, 30 années de condamnation (commué), 18 ans de prison, partisan.
CONSTANTINO SOBRINO TORIBIO, 52 ans, 15 années de condamnation, 20 ans de prison, partisan.
FRANCISCO TABERNERO ANTONA, 44 ans, 50 années de condamnation, 18 ans de prison, partisan.

ALARMANTES NOUVELLES AU SUJET DE NARCISO JULIAN

LES nouvelles qui viennent de nous parvenir au sujet de Narciso Julian nous remplissent de préoccupation et d'inquiétude.

De source digne de foi, nous savons que, dans la prison-hôpital de Yeserias (Madrid) où il se trouve, Narciso Julian a été récemment soumis à un examen radioscopique qui a détecté un nouvel ulcère dans son organisme. Etant donné son délicat état de santé, l'apparition de ces nouvelles complications fait craindre sérieusement pour sa vie.

La dernière « Amnistie » décrétée par le général Franco, pleine de limitations et de réserves, n'est pas applicable en fait aux nombreux prisonniers politiques qui resteront dans les prisons espagnoles.

Parmi eux, le cas de Narciso Julian constitue une démonstration précise de ce que nous affirmons. Comme on sait, il fut jugé en 1955 par deux tribunaux militaires différents, à Valence et à Madrid, qui le condamnèrent respectivement à 20 ans de prison pour un même « délit » d'opinion : son opposition politique à la dictature.

Récemment, Narciso Julian a présenté un recours en appel contre l'irrégularité juridique que suppose infliger deux condamnations par un même et unique « délit » et a demandé la révision du procès. Nous savons que le Tribunal Suprême a rejeté sa légitime requête.

Le sort de Narciso Julian se trouve donc entièrement dans les mains du peuple espagnol et de l'opinion publique mondiale.

Le général Franco ne se verra obligé à céder dans sa hargne contre les prisonniers politiques qui sont entre ses mains, que si, de toutes parts et avec une énergie redoublée, on réclame que l'Amnistie soit un fait total et effectif.

Nous demandons à nouveau à tous les amis du peuple espagnol en lutte pour sa liberté, de faire sentir leur protestation aux autorités espagnoles en réclamant la liberté de Narciso Julian pour qu'il puisse recevoir les soins que nécessite son grave état de santé, pour obtenir une Amnistie générale et complète pour les prisonniers et exilés politiques espagnols.

Envoyez les protestations et pétitions à l'adresse suivante :

MINISTERIO DE JUSTICIA
C/San Bernardo 47
MADRID
(España).

UN POETE CATHOLIQUE ESPAGNOL REFUGIE A PARIS

Au début du mois d'octobre dernier une centaine d'intellectuels espagnols dénonçaient publiquement les graves sévices dont auraient été victimes plusieurs personnes arrêtées dans les Asturies. Quelques jours plus tard M. Fraya Iribarne leur opposait un démenti officiel dans une longue lettre qu'il adressait à l'un d'entre eux, le grand poète catholique José Bergamin, qu'il affectait de considérer comme l'initiateur de cette protestation. Il lui reprochait en particulier son rôle dans les rangs républicains pendant la guerre civile. M. Bergamin, rentré en Espagne en 1958 après un long exil, répondit au ministre, qui, à son tour, dans un discours prononcé à Valladolid, lança à nouveau de vives attaques contre les cent deux signataires de la pétition. Ceux-ci furent soutenus par d'autres intellectuels espagnols et par des écrivains français.

La presse espagnole, cependant, déclenchait contre eux une vigoureuse campagne parfaitement orchestrée, les accusant notamment de s'être livrés à une manœuvre « communiste ». La plupart d'entre eux reçurent des menaces de mort. Finalement, au mois de novembre, M. José Bergamin se réfugia à l'ambassade d'Uruguay à Madrid, d'où il put partir pour Montevideo.

Par souci de rester proche de sa famille M. Bergamin a cependant choisi de s'établir à Paris, où il est arrivé depuis quelque temps.

MEETING A BORDEAUX POUR L'ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE GRIMAU

Un meeting a eu lieu, le 26 avril, après-midi à Bordeaux pour commémorer le premier anniversaire de l'assassinat de Julian Grimau.

Angela Grimau était présente, ainsi que la fille de Narciso Julian, antifranquiste emprisonné, gravement malade, et dont la vie est menacée.

Sous la présidence de M. Renard, du Comité d'aide aux victimes du franquisme, M. Bosedore, au nom de la Ligue des Droits de l'Homme, Chassaing, de l'Union des syndicats C.G.T., Deschamps, de la Fédération socialiste S.F.I.O., Rieu, membre du Comité Central du Parti Communiste Français, ont pris la parole.

PARIS 19^e



Une séance de cinéma suivie d'un bal a été organisée au bénéfice des prisonniers politiques espagnols, le 26 avril, dans une salle de la Maison des Syndicats du 19^e arrondissement.

Les invités ont assisté avec une attention soutenue au déroulement du film « La Mère », d'après le roman de Maxime Gorki, une résolution demandant l'amnistie générale pour tous les emprisonnés et exilés politiques ainsi que la mise en liberté immédiate pour Narciso Julian, a été votée à l'unanimité des personnes présentes.

MANIFESTATION ANTIFRANQUISTE A VIENNE

VIENNE, 26 avril. — L'Union de la jeunesse socialiste d'Autriche a organisé une manifestation de protestation contre le régime fasciste de Franco. Les manifestants se sont rassemblés devant l'ambassade espagnole à Vienne, portant des pancartes avec les mots d'ordre : « A bas les amis d'Hitler ! », « Liberté à l'Espagne ! ».

Ils ont déposé une gerbe de fleurs, en mémoire des victimes de la terreur franquiste.

SOUSCRIPTION « AIDE AUX MINEURS ASTURIENS ET PRISONNIERS POLITIQUES »

Reçu au 1 ^{er} janvier 1964 :	2943,57 F
Soriano José, Alès (Gard)	50
Molli - Herseange	35
Vidal, Clermond-Ferrand (P.-de-D.)	14
Mme Sorlin Delmotte, Haubourdin (N.)	10
Legeleux, Castres (T.)	50
Rodriguez Vargas, Moselle	3,50
Bigot A., Bourg (Ain)	50
Villar Angel, Talence (Gironde)	500
Jean Negre, Bon Encontre (L.-et-G.)	20
Syndicat des hospitaliers, Mézières (Ardennes)	25
Fédération Nale C.G.T. - P.T.T., Toulouse	50
Vve Noré, Sardent (Creuse)	10
Laurière, Jouy-sur-Thelle (Oise)	2
Syndicat C.G.T. du C.E.N. de Saclay (S.-et-O.)	210
Mlle Rodriguez, Paris 12 ^e	20

Total au 1^{er} avril 1964 ... 4.003,07

LA VIE DES PRISONNIÈRES POLITIQUES DANS LES GEOLLES FRANQUISTES

Cent soixante femmes espagnoles sont actuellement incarcérées dans la prison de Alcalá de Henares. Elles font partie d'un groupe de prisonniers politiques. Elles sont maintenues enfermées en raison de leur action clandestine visant à obtenir pour l'Espagne la liberté et les droits démocratiques reconnus de pratique courante dans la plupart des pays civilisés.

Parmi ces femmes, se trouvent :

Margarita Sanchez Alvaredo, condamnée en 1961 à 12 ans de prison.

Maria Francisca Dapena, peintre basque condamnée en 1962 à 4 ans de prison.

Maria Carmen Sanchez Biedma, condamnée en 1963 à 4 ans de prison.

Antonia Herrero Munoz, en prison depuis 1963 avec une condamnation de 10 ans.

Anita Martinez, condamnée en 1961 à plus de 10 ans.

Comment vivent-elles ?

Travaillant 8 heures par jour dans les ateliers de la prison, elles sont vic-

times d'une exploitation infiniment supérieure à celle des travailleurs de la ville. Pour la confection d'un pantalon, elles reçoivent deux pesetas ; dehors, en fabrique cela se paie de 70 à 75 pesetas pièce.

Pour la confection de grands tapis, qui demande beaucoup d'heures de travail : 600 pesetas. Les mêmes tapis sont vendus dans le commerce, de 8.000 à 9.000 pesetas.

Brodant artistement : draps de lit, assortiment de linge de table 200 pesetas au maximum, au dehors 1.000 pesetas et plus.

Dans les ateliers, pendant le travail, dans les réfectoires, elles sont constamment « sermonnées », violant ainsi la conscience des non croyantes et choquant aussi les sentiments religieux sincères des croyantes. Plusieurs fois par jour on leur impose une discipline brutale et inhumaine en les obligeant à prolonger d'inutiles actes de position, garde-à-vous prolongé, mains sur la tête, etc.

Les soins médicaux sont complète-

ment insuffisants et dans certains aspects, franchement détestables. Récemment on leur a imposé comme infirmière une femme complètement incapable et de plus analphabète, mélangeant les médicaments des malades, ce qui est dangereux pour la santé et la vie de ces femmes. Parmi elles il y en a qui, ayant des connaissances médicales pourraient donner des soins efficaces, mais la Direction refuse systématiquement l'activité professionnelle des prisonnières, elle s'oppose aux envois de médicaments faits par les soins de la solidarité internationale. Sont interdits les reconstituants, les éléments vitaminés, les ampoules et les piqûres nécessaires pour les conditions de longue réclusion.

L'opinion publique alertée est invitée à s'intéresser au sort des emprisonnées politiques de Alcalá de Henares en adressant des lettres de protestation, pétitions accompagnées d'envois de vivres, vêtements, médicaments, argent au directeur de la prison de femmes à Alcalá de Henares, Madrid (Espagne).

Le peuple espagnol peut compter sur la solidarité agissante du peuple français

Le 6 mai à Paris, le Palais des Sports était rempli, du parterre aux dernières travées, d'une assistance nombreuse qui avait répondu à l'appel du Comité français pour l'Espagne.

Des Parisiens sont venus en masse apporter le témoignage vivant de la solidarité des forces démocratiques françaises à leurs frères espagnols en lutte. La grève des mineurs asturiens auxquels se sont joints les ouvriers de la métallurgie et les ouvriers agricoles donnait à cette manifestation une force considérable.

Dans la salle vibrante, des mains, ici agitaient le drapeau de la république espagnole, là, élevaient un portrait du patriote Julian Grimau, ailleurs, brandissaient des banderoles : « Liberté pour l'Espagne ».

Un mot d'ordre placé devant la tribune proclamait : « Aidons l'Espagne qui veut vivre libre. » Un immense cri : « Unité », reflétait l'opinion de notre pays, elle était l'image de l'union des ouvriers, des intellectuels, de tous les démocrates français pour apporter toute l'aide possible à ceux qui luttent au-delà des Pyrénées avec un courage qui force l'admiration pour mettre un terme à l'oppression franquiste.

A la tribune étaient présents, notamment Georges Dardel, qui présidait la conférence publique, Angela Grimau, la digne et courageuse

compagne de Julian, Guy Ducoloné, Claude Fuzier, Georges Gosnat, Julien Lauprêtre, Pierre Métayer, Jules Moch, Jeannette Vermeersch, Michel Schuwer, André Frances.

Dans un bref exposé d'ouverture, Georges Dardel a déclaré : « Le peuple espagnol n'est pas seul face à Franco, la solidarité des amis français, du peuple espagnol doit se manifester clairement, elle peut, elle doit être efficace. »

Après les interventions de plusieurs orateurs, hachées d'applaudissements frénétiques, Georges Dardel a lu, devant l'assistance debout, la résolution suivante, approuvée à l'unanimité :

« Nous nous élevons en tant que Français et en tant que démocrates, contre l'aide que le régime franquiste, cette survivance la plus typique du fascisme en Europe, ne cesse de recevoir de la part du gouvernement français. Le peuple de France est le frère du peuple d'Espagne et un gouvernement qui aide Franco à maintenir le peuple espagnol dans des souffrances barbares, ne peut prétendre parler et agir ainsi au nom de la France. Les grandes luttes populaires qui se développent en Espagne, celles qui se préparent, annoncent de grands changements et sonnent le glas de la dictature franquiste. Un peuple qui lutte pour sa liberté dans de si remarquables conditions, doit pou-

voir compter sur la solidarité massive des autres peuples. Nous déclarons solennellement au nom de tous ceux qui sont prêts à s'unir à nous, que le peuple d'Espagne en lutte pour la démocratie peut compter sur l'appui du peuple français. »

NOUVEAU BUREAU DE L'ASSOCIATION FRANCE-ESPAGNE

A la date du 29 mars, le bureau est ainsi constitué :

Président d'honneur : M. l'Amiral MOULEC.

Président : Maître Henri DOUZON, avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Vice-présidents : M. Jacques GRE-SA, ancien député, ancien questeur, membre honoraire du Parlement ; M. Georges CONCHON, écrivain.

Secrétaire : M. André FRANCES, ancien chef de service de l'Assemblée de l'Union Française.

Secrétaire adjoint : M. Lucien CARBONNET, Inspecteur Principal honoraire des Contributions indirectes.

Trésorier : M. Georges PATAUD, dessinateur industriel.

NOUVELLES D'ESPAGNE - NOUVELLES D'ES

PLUS DE 30.000 BASQUES A GUERNICA

Bilbao (ED). — La fête nationale basque qui est célébrée le dimanche de Pâques, a pris la forme d'un rassemblement à Guernica et un défilé silencieux devant le chêne historique qui représente les vieilles libertés du peuple basque. La police a fait toutes les difficultés possibles au rassemblement mais n'a pas pu l'empêcher. De très nombreux Basques sont venus à Guernica de tout le pays sur toute sorte de véhicules.

La police arrêtait tous les véhicules à Amorebieta, à 14 kilomètres de Guernica, pour en contrôler les occupants, ce qui causa d'énormes embouteillages. A 6 km de Guernica il fallait abandonner les voitures et continuer à pied. Tous les autobus ont été renvoyés à leur point de départ. De Bilbao seulement 25 autobus pleins ont dû faire demi-tour.

Malgré les obstacles on estime à 30 ou 40.000 le nombre de personnes rassemblées à Guernica ; montrant ainsi la force du sentiment national basque et antifranquiste.

AVANT LE III^e CONGRES SYNDICAL AU PAYS-BASQUE

Bilbao (ED). — Comme à Madrid et ailleurs la classe ouvrière basque a estimé nécessaire de manifester contre le Congrès des syndicats verticaux. La Commission Ouvrière Provinciale, organisme de l'Opposition ouvrière syndicale qui jouit d'une grande autorité a élaboré un tableau de revendications pour que les ouvriers les fassent parvenir au Congrès : salaire minimum avec échelle mobile, liberté syndicale, droit de grève, sécurité sociale, respect de la dignité humaine du travailleur.

Les ouvriers des principales entreprises ont envoyé des lettres dans ce sens au Congrès : Firestone, Beltrán y Casado, Suministro Frigoríficos, Pradera Hermanos, Bandas de Basconia, Bolueta, Metacal, Euzkalduna, Unquinesa, Agurena, Mebusa, Laurak, Ceramicas de Burcenos, Frimotor, Materiales Industriales, Altos Hornos, Elima, Somme, Seida, Babcock Wilcox y Basconia. Ces lettres ont été adoptées dans de grandes assemblées d'ouvriers. Dans toutes les entreprises où se sont tenues de telles réunions se sont créées des commissions de l'Opposition syndicale Ouvrière.

MANIFESTATION A LAS PALMAS

Las Palmas (ED). — Le 18 mars plus de 3.000 personnes ont manifesté devant la mairie contre l'augmentation prévue des prix des transports. La manifestation a été lancée par des jeunes étudiants, auxquels sont venus se joindre des ouvriers et des passants. Ils ont arrêté les autobus et fait descendre les voyageurs, causant quelques dégâts dans les voitures. La police n'est intervenue que lorsque la manifestation a atteint la mairie. On se souvient qu'il y a quelque temps, des manifestations répétées de ce genre avaient empêché la montée des tarifs.

LE SERGENT PEREZ FAIT A NOUVEAU PARLER DE LUI

Oviedo, 26 février. — Victor Bayon, un des mineurs torturés lors des dernières grèves dans les Asturies, s'est présenté à l'inspection de Sama, ainsi que le stipulent les conditions imposées pour sa libération, intervenue depuis peu. Il y fut reçu par le tristement célèbre sergent Perez qui se livra de nouveau à d'inqualifiables sévices. Victor Bayon est le mari de Constantina Perez, torturée, puis tondu par le capitaine Cavo et son acolyte. Constantina Perez, gravement malade à la suite de son séjour dans les locaux de la brigade politico-sociale, se trouve dans un état grave au sanatorium.

400 PRETRES CATALANS CONTRE TOUT COMPROMIS AVEC LE REGIME

Barcelone (ED). — Plus de 400 prêtres des huit diocèses de Catalogne ont envoyé une lettre collective à leurs évêques, montrant que l'attitude de la hiérarchie espagnole était en contradiction avec la doctrine de l'Eglise, ce qui rend difficile leur mission pastorale. La lettre est écrite en catalan.

Ils disent que la situation se complique du fait « que le gouvernement se pare du titre de « catholique » et que les hommes qui gouvernent se réclament du catholicisme, ce qui amène une série de malentendus et autant d'obstacles pour notre mission ».

Ils signalent que les masses n'acceptent certains actes religieux et notamment le mariage que « sous la pression morale et législative ». Les catholiques qui éprouvent une vocation politique et ne sont pas d'accord avec le régime sont condamnés à la clandestinité avec tous les dangers qu'elle suppose sur le plan physique, moral et religieux.

Ils remarquent que « le caractère de croisade qu'on continue de donner à la guerre civile crée de graves difficultés pour notre mission pastorale envers les groupes ou les personnes qui ne pensent pas comme les vainqueurs ». « Les droits fondamentaux formulés par la doctrine de l'Eglise ne sont ni défendus ni respectés ; c'est le cas du droit à l'information objective, à la libre expression des droits de minorités ethniques, y compris celui de réunion et d'association.

Les signataires expriment enfin leur désir de voir l'Eglise « libérée de toute pression et compromis politique » pour pouvoir accomplir leur mission et s'adapter à la nouvelle impulsion du Concile.

INTERVIEW DE FRANCO A ABC

Madrid (ED). — Le 1^{er} avril, pour le 25^e anniversaire de la fin de la guerre civile, Franco a donné une interview au journal monarchiste ABC. Après avoir calomnié la République et tenté de justifier le soulèvement franquiste et en reconnaissant qu'à l'heure actuelle il est obligé d'accepter certains changements dans le régime de la dictature, il insiste pour que même l'institution de la monarchie soit réalisée dans le cadre de l'idéologie et de la structure fasciste.

Commentant ces déclarations, Le Monde dit : « la lente et prudente évolution que se propose le chef de l'Etat ne semble pas être en consonance avec les exigences de vastes secteurs de l'actuelle société espagnole, y compris l'Eglise que réclament des changements rapides et plus profonds... »

DES JOURNALISTES EMPRISONNES S'ADRESSENT A LA II^e SEMAINE DE LA PRESSE

Burgos (ED). — Antonio C. Pericas et Eliseo Bayo, journalistes emprisonnés à Burgos pour antifranquisme ont

NOUVELLES D'ESPAGNE - NOUVELLES D'ES

écrit aux participants à la II^e Semaine de la presse organisée par les Phalanges universitaires. En voici l'essentiel :

« ... Les prisonniers politiques de Burgos, appuyés par de larges secteurs de la population des personnalités de la politique et de l'Eglise demandent une amnistie totale et sans exclusive ouvrant en Espagne une période où la coexistence sera possible... »

Tous les citoyens et par conséquent les journalistes, constamment confrontés aux événements... ont le droit d'avoir des idées, de les défendre, de les exprimer et de lutter pacifiquement pour leur implantation. Il manque une garantie constitutionnelle de l'expression des idées.

Les centaines de prisonniers politiques, dont beaucoup d'anciens condamnés à mort, sont la preuve que l'Espagne n'est pas un Etat de droit. L'Espagnol n'a pas eu jusqu'ici le droit d'avoir des idées ni des opinions politiques. Dans ces conditions, le journalisme espagnol peut-il être objectif ? Les idées et les faits existent, même si les moyens de communication sociale n'en parlent pas, non plus de heurts sociaux aussi graves que les grèves et les arrestations qui les suivent.

Il existe aujourd'hui une poussée nationale qui veut mettre l'Espagne au pas de l'actualité. Opinions et idées devront coexister, et par conséquent les partis politiques. Ceux-ci existent en fait en Espagne. L'amnistie est un pas nécessaire pour que tout croisse dans un climat de paix, pour que l'Espagne soit le travail de tous les Espagnols. Les journalistes parlent de bien commun, ou de bien social, ils croient que l'information est utile seulement en elle-même ou pour transformer le monde, ils ont le droit de penser différemment et le devoir de travailler honnêtement selon ce qu'ils pensent.

Pour que ce soit possible, pour que soit possible la future coexistence, il faut ouvrir les portes à ceux qui sont en prison pour leurs opinions et les portes des frontières à ceux qui sont dehors pour avoir eu une idée de l'Espagnole différente de ceux qui se sont soulevés.

Au niveau de la presse nous vous posons ces questions que nous aimerions tant discuter avec vous dans une Espagne « garantie ». Nous demandons aux journalistes de la Phalange et aux journalistes de la II^e Semaine de la presse une véritable contribution au progrès démocratique de l'Espagne ce qui signifie écrire aujourd'hui

d'hui sur la situation réelle, sur l'amnistie.

Prison centrale de Burgos, mars 1964.

Antonio Pericas, rédacteur de « Hierro » (Organe basque de la Phalange). Eliseo Bayo, rédacteur de « Heraldo de Aragon ».

LUTTES OUVRIERES

PAYS-BASQUE

Bilbao (ED). — Dans son numéro de mars, « Euzkadi Obrera », organe du P.C. basque résume ainsi les dernières luttes : « Parmi les dizaines d'actions des travailleurs, surtout en Biscaye, ces trois derniers mois, il faut souligner les trois jours de grève de Suministros Frigoríficos à Bilbao, des papeteries de Arrigorriaga, des Ateliers de Luzuriaga, des travailleurs d'Iberduero, des meubles Ayala de San Sebastian, des maçons de Juan Cruz Mendiola et Fils de Zumarraga, des ouvriers d'Orbegozo, des Ateliers Tolosa, de la Fonderie d'Ajuria, l'arrêt de travail des Industrias Metalicas Vizcainas, les protestations en Euzkalduna, la lutte des ouvriers de Metacal, de Somme, des menuisiers de la Naval et des mineurs de la Orconera. Les travailleurs de l'Atelier de Luzuriaga, des Industrias metalicas, des ateliers Tolosa et de Suministros Frigoríficos ont obtenu des victoires partielles. Ailleurs la lutte continue. »

A Idiazabal (Guipuzcoa) à l'usine Particio Etcheverria, les ouvriers ont réduit la production pour appuyer leurs revendications. Le 17 mars, la direction annonçait qu'elle suspendait le travail jusqu'au 23. Le 18, les ouvriers se sont présentés à l'entrée mais on ne laissa pénétrer que les travailleurs à la pièce qui refusèrent de travailler et ressortirent.

A l'usine centrale d'Etcheverria, à Legazpia, les ouvriers ont commencé le travail au ralenti, la direction ayant refusé les augmentations.

PUERTOLLANO

Puertollano (ED). — Les deux mineurs arrêtés ayant été libérés et les autorités ayant fait rouvrir les mines, le 18 mars, les ouvriers ont repris le travail. Mais la mine Arguelles n'ayant pas été rouverte, ils ont décidé de poursuivre la lutte au cri de : « Tous ou personne ! » Le 23 la situation était inchangée et 500 mineurs et leurs femmes se rassemblèrent devant la

Maison de syndicate. Ils dirent ce qu'ils pensaient de lui au délégué commercial Calatrava puis manifestèrent dans les rues au cri de : « Nous entrons tous ou personne ! »

A LA PEGASO

Madrid (ED). — Depuis le 2 mars deux sections de l'usine d'automobiles Pegaso travaillent au ralenti. Ils réclament entre autres la suppression du système Bedaux dans le travail. Dans trois sections du carrossage les ouvriers ont refusé de faire des heures supplémentaires.

TOUS LES CHARBONNAGES DE LA REGION DE PUERTOLLANO ONT ETE FERMES SUR ORDRE DU GOUVERNEUR

NOUVEAUX DEBRAYAGES, SAMEDI, DANS LES ASTURIES

Madrid, 26 avril. — Le mouvement de grève qui se poursuit dans de nombreuses mines d'Espagne a été marqué samedi par de nouveaux débrayages dans les Asturies, notamment au puits « Polio » où 400 travailleurs sont entrés dans la lutte.

Dans les milieux officiels, comme chaque fois qu'éclatent de tels conflits, on s'efforce de minimiser le mouvement. On a avancé de « source autorisée » les chiffres de 2.500, 2.900 puits de 6.000 grévistes dans les Asturies, en particulier dans le bassin du Caudal. Sans risque de se tromper, on peut dire que le nombre des travailleurs en grève est très nettement supérieur, d'autant plus que la tactique qui consiste à dire lundi que le conflit sera réglé mardi, et mardi qu'il le sera mercredi, vient de faire sa réapparition : c'est la méthode adoptée par les « sources autorisées » franquistes lorsqu'un mouvement prend chaque jour plus d'ampleur. C'est ainsi qu'à Rio Tinto (Huelva), la majorité des grévistes ne se sont pas présentés au carreau des mines, hier matin « comme on l'espérait ». La grève risque au contraire de connaître de nouveaux rebondissements à la suite de la décision patronale de licencier 60 travailleurs et des menaces proférées à l'encontre du personnel si le mouvement ne cessait pas. A Puertollano, le gouverneur de la province (Ciudad Real) a ordonné hier la fermeture de tous les charbonnages de la région. En général cette mesure n'est prise que lorsque la production est totalement para-

PAGNE - NOUVELLES D'ESPAGNE - NOUVEL

lysée. C'est avouer par là même que la grève s'est étendue à l'ensemble des mines. Le gouverneur a convoqué « les deux parties du conflit ». Là encore, dans les milieux officiels, on pense qu'une solution pourra être trouvée lundi, mais on se déclare « incapable » de préciser le nombre des travailleurs actuellement en grève (ils étaient, à l'origine, 3.200). Les responsables des syndicats verticaux ont déclaré qu'ils « ignorent les raisons des grèves », mais « supposent que les mineurs veulent un relèvement de leurs salaires ».

A la demande d'un salaire minimum quotidien de 150 pesetas (12,30 F), aux revendications particulières à chaque entreprise (et qui concernent notamment les silicosés) s'ajoute l'exigence de la reconnaissance du droit de grève et des libertés syndicales, exigence qui est maintenant exprimée toutes les fois qu'une action revendicative est déclenchée. Lundi dernier, les grévistes de Penarroya (Puertollano) ont manifesté devant le siège du syndicat. « La police — rapportent les agences — a dispersé la foule. Certains des manifestants criaient : « Vive la République » et d'autres mots d'ordre antifranquistes. »

MECONTENTEMENT DEVANT LA POLITIQUE AGRAIRE DU FRANQUISME

Madrid (ED). — « ABC » du 13 mars publie un article de l'ingénieur agronome Rodriguez qui parle de la dernière assemblée de la Fraternité des travailleurs et des éleveurs (v. Bol. n° 55). Il dit notamment : « La campagne espagnole en est arrivée à un tel point que nous ne savons pas ce qui pourrait arriver si on ne s'en prend pas aux causes... »

Il faut préciser que cette assemblée ne comptait ni ouvriers agricoles ni petits propriétaires, seulement des paysans riches et de grands propriétaires. Et la politique du gouvernement a été condamnée. « La politique agraire et en général l'action de l'Etat à la campagne, a dit Carlos Iglesias, secrétaire de la Fraternité, doit changer. Il n'est que possible que quand la campagne espagnole est en crise grave... quand le désarroi et l'inquiétude règnent dans tous les milieux agraires, on n'offre pas aux exploitants et aux travailleurs agricoles une politique agraire définie et cohérente. »

Que se passe-t-il à la campagne ? Le capital monopoliste, pour accumuler les ressources dont il a besoin

pour sa politique réactionnaire, exploite non seulement la classe ouvrière mais aussi les autres couches non monopolistes de la nation, en premier lieu les paysans. Depuis 1957 les prix que payent les paysans ont augmenté d'environ 99 %, ceux qu'ils touchent, de 40 % seulement.

Tomas Allende, président de la Fraternité a dit dans son discours : « Nous ne pouvons vivre continuellement dans cette incertitude devant un marché anarchique, ni nous permettre d'abandonner certaines productions pour ensuite manquer d'aliments. » Selon le Bulletin officiel, le comte de Montarco déclara « que dans ces réunions nous ne faisons que nous raconter nos peines mutuelles ; à cette occasion, il faut les faire connaître dans la rue. »

A MADRID, UN GROUPE DE PARENTES DE PRISONNIERS POLITIQUES RECLAME UNE AMNISTIE COMPLETE

Madrid, 12 avril. — Un groupe de mères, femmes et filles de prisonniers politiques espagnols ont réclamé samedi au cours d'une conférence de presse à Madrid une amnistie générale des condamnés pour des motifs politiques en Espagne.

Ces femmes qui n'ont pas voulu révéler leur identité ont déplacé « la portée extrêmement limitée » de l'amnistie accordée par Franco le 1^{er} avril dernier, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la fin de la guerre civile, et « l'indifférence » manifestée par les hautes autorités religieuses et civiles à l'égard de leurs demandes.

Des lettres demandant une amnistie complète, ont-elles précisé, ont été adressées récemment à Franco et au pape Paul VI.

Les femmes de prisonniers ont remis à la presse des documents émanant de prisonniers politiques et faisant état « de la déception » qu'a causé le décret. Elles ont affirmé, en outre, que la remise des peines restait souvent théorique pour les prisonniers politiques car l'administration pénitentiaire compensait celle-ci par un système de punitions des fautes graves.

ESPAGNE : FRANCO A REÇU L'AMIRAL CABANIER

Madrid, 14 avril. — Franco a reçu en fin de matinée dans sa résidence du Prado, l'amiral français Georges

Cabanier, qui se trouve en voyage officiel de trois jours à Madrid. La conversation a duré exactement 25 minutes.

C'est la première fois que Franco reçoit un amiral de la marine française. Après son voyage à Madrid, le chef de l'escadre visitera plusieurs bases et centres de la marine de guerre espagnole. L'amiral Cabanier s'est également entretenu avec l'amiral Pedro Nieto Antunez, ministre franquiste de la marine et l'amiral Melelendez Bojart.

L'an dernier, 95 navires de guerre français ont fait escale dans des ports espagnols et les deux marines ont participé à quatre manœuvres conjointes, deux en Méditerranée et deux dans l'Atlantique.

UNE DECLARATION DU P.S.U.C.

Barcelone (ED). — Le Comité de Barcelone du Parti socialiste unifié de Catalogne a fait circuler une déclaration à l'occasion du 25^e anniversaire de la fin de la guerre civile dans laquelle il démasque la démagogie franquiste et montre ce qu'a fait la dictature en 25 ans, résume les luttes des travailleurs et signale les principales revendications des masses.

PROJECTION DU « CUIRASSE POTEMKINE »

Barcelone (ED). — Pour la première fois depuis 1939, le 14 mars, le « Cuirassé Potemkine » a été projeté à la salle des Actes de la Faculté de Sciences économiques, à la suite de la pression des élèves sur le Doyen. La salle était pleine et les 600 assistants ont salué le film de leurs applaudissements.

« SERRA D'OR » LA REVUE DE MONTSERRAT REPARAIT

Barcelone (ED). — Malgré toutes les pressions officielles « Serra d'Or », revue du monastère de Montserrat a reparu. Le dernier numéro défend avec vigueur le catalan et se prononce pour le dialogue avec toutes les forces du pays, y compris celles du socialisme.

NOUVELLES D'ESPAGNE - NOUVELLES D'ES

LE POÈTE VIDAL DE NICOLAS OPÈRE EN PRISON

Burgos (ED). — Le poète Vidal de Nicolas, emprisonné à Burgos, a été opéré le 19 mars par le médecin de la prison pour une perforation de l'estomac. Il devra être opéré de nouveau d'un ulcère au duodénum. Sa santé s'est dégradée lors de son séjour en cellule pour avoir défendu la liberté de conscience des prisonniers, quand la direction de la prison voulut forcer les prisonniers à assister aux offices religieux.

FRANCO VOUDRAIT TRADUIRE SANDOVAL DEVANT UN TRIBUNAL MILITAIRE

Madrid 11 mai. — « Dans les milieux politiques de l'opposition anti-franquiste, le bruit court que Franco a l'intention de dessaisir le Tribunal d'Ordre Public de l'instruction du procès de José Sandoval et de transmettre le dossier à la juridiction militaire. Les observateurs ont été frappés par le fait que dans le communiqué officiel du ministère de l'Information au sujet de l'arrestation de Sandoval et ses camarades, il est dit que celui-ci était « collaborateur de Grimau dans plusieurs tentatives subversives ». Avec les arrestations de Sandoval et de ses camarades, ainsi que des membres de la Commission ouvrière de Biscaye, Franco a tenté d'enrayer les mouvements de grève qui prennent de l'ampleur. Mais il a échoué dans ses tentatives. Voilà pourquoi — dit-on à Madrid — le dictateur voudrait se venger en faisant comparaître Sandoval devant un tribunal militaire.

Se pourrait-il que 25 ans après la guerre civile, les tribunaux militaires continuent de juger des Espagnols pour leurs activités politiques ?

Il faut accentuer, intensifier l'action pour empêcher que Sandoval soit mis à la disposition de la justice militaire. Il faut exiger qu'il soit mis en liberté.

NOUVEL APPEL DES PRISONNIERS POLITIQUES DE BURGOS

A L'OPINION DEMOCRATIQUE
INTERNATIONALE ;

« Lutte avec nous pour une amnistie générale »

De la prison de Burgos (Espagne), un nouvel appel signé par les détenus politiques vient de nous parvenir. Il est adressé à l'opinion nationale et internationale qui, au cours de l'année 1963, a soutenu « plus que n'importe quelle autre année, les combats de notre peuple ».

« Le régime, chaque jour plus faible et isolé, déclare le message, se voit contraint de recourir à une tactique de dissimulation pour essayer de cacher au monde son essence fasciste. C'est le sens et l'objectif de la dénommée « politique de libéralisation ».

« ... Si la présence vigilante de notre peuple s'est caractérisée par la revendication du droit de grève, de la liberté syndicale, de la liberté de la presse et par la dénonciation des tortures et de la répression, ce qui a caractérisé le gouvernement et continue de le caractériser c'est la négation des droits universels de l'être humain et des libertés fondamentales qui légitiment un état de droit ».

LA « PAIX » FRANQUISTE

Le message ajoute :

« Notre existence de prisonniers politiques est le témoignage scandaleux de toutes les violations juridiques qui, chaque jour, s'abattent sur le citoyen espagnol.

Beaucoup d'entre nous sont enfermés depuis dix, quinze ou vingt ans pour avoir défendu des idées contraires au fascisme, pour avoir exigé la liberté syndicale, de presse, d'association, etc. Pour avoir réclamé et organisé la lutte pour de meilleures conditions de vie, pour le peuple, la majorité ont été torturés, arbitrairement jugés par des conseils de guerre, condamnés à des peines qui vont de six ans jusqu'à la peine de mort ; notre existence dénonce l'esprit de haine et de vengeance qui anime le régime franquiste sous des apparences libérales.

Le régime prétend célébrer cette année les « vingt-cinq ans de paix franquiste ». Nous demandons :

Quelles sont ces vingt-cinq années de paix alors qu'on continue encore à utiliser la mort comme condamnation politique, comme dans le cas du dirigeant ouvrier Julian Grimau et des jeunes Gramados et Delgado ?

Quelles sont ces vingt-cinq années de paix pendant lesquelles, comme méthode de persécution aux idées, on utilise la torture ?

Quelles sont ces vingt-cinq années de paix que va célébrer Fraga Iribarne alors qu'il y a, dans les prisons, des centaines de prisonniers politiques

certaines condamnés encore pour des responsabilités pendant la guerre civile ? »

La paix sociale qu'exige aujourd'hui l'immense majorité des Espagnols, déclare encore le message, passe par le respect des libertés fondamentales. Il faut pour cela lutter contre la répression et pour obtenir une amnistie générale pour tous les prisonniers et exilés « une amnistie qui fasse sortir de prison tous les prisonniers politiques, sans exception, et principalement ceux détenus pour des faits découlant de la guerre civile de 1936-1939, ceux — ils sont 60 dans ce pénitencier — dont la peine de mort a été commuée » et qui ont accompli d'une façon ininterrompue vingt ans de prison. Une amnistie « pour tous les Espagnols, pour les vainqueurs et les vaincus, qui reconnaisse les responsabilités politiques des uns et des autres sans discrimination, qu'ils soient de droite ou de gauche, et pour n'importe quel fait ayant eu lieu depuis le 18 juillet 1936 jusqu'à ce jour ».

« ... Nous pensons que l'amnistie doit être complétée avec une loi qui supprime la peine de mort pour les politiques, loi qui pourrait être promulguée immédiatement et maintenue par les gouvernements démocratiques qui, inévitablement, doivent venir.

Nous, prisonniers politiques, en appelons aux forces nationales et internationales et plus spécialement à ceux qui, dernièrement, ont appuyé d'une façon conséquente notre lutte pour la liberté de conscience à la hiérarchie et aux personnalités de l'Eglise, aux avocats, aux intellectuels, aux masses ouvrières, pour lutter avec nous contre la répression et pour l'amnistie. »

DERNIERES
NOUVELLES

LES 40.000 MINEURS
ASTURIENS POURSUIVENT
LA GREVE

Madrid 11 mai. — Le bassin minier des Asturies continue d'être entièrement paralysé par la grève des mineurs de la province. Les ouvriers métallurgistes de la « DURO FELGUERA » poursuivent leur grève de solidarité, et on s'attend à ce que leurs 1.500 camarades de l'entreprise de MOREDA (GIJON) qui font depuis près d'un mois la grève du rendement se joignent à eux très prochainement.





Comité National de Défense des Victimes du Franquisme

SIÈGE SOCIAL : 10, rue Vézelay - Paris-8^e — Tél. LAB. 96-40

Envoyer les fonds au C. C. P. Comité FRANCE-ESPAGNE PARIS C 5523-63

n° 17 — Juillet-Août-Septembre 1964 (Trimestriel)

Prix : 1,00 F



JACQUES GRÉSA ardent défenseur de l'Espagne et de la Paix

sa carrière comme vérificateur principal. La confiance de ses collègues le place à divers postes de direction du mouvement syndical, il devient un militant compétent et dévoué, particulièrement au syndicat national des contributions indirectes.

Militant actif du Parti Communiste Français depuis 1925, Jacques Grésa est successivement membre du bureau régional du Languedoc, puis de la direction régionale de Paris.

Elu en mai 1935 conseiller municipal du 19^e arrondissement de Paris, il défend avec efficacité les intérêts de la population parisienne. La majorité de Front Populaire l'envoie, le 3 mai 1936, à la Chambre des députés comme représentant de la 2^e circonscription du 19^e arrondissement de la capitale. Puis vient la rébellion franquiste, la non-intervention et ses funestes conséquences pour le peuple espagnol et notre pays.

Jacques Grésa participe à la formation des volontaires des brigades internationales, encourageant par sa présence sur le front même, les combattants de la liberté.

Après la défaite, nombre de réfugiés espagnols trouvent en lui un organisateur actif et vigilant pour leur accueil en terre française, leur évitant pour beaucoup d'entre eux la misère et l'humiliation des camps de concentration pyrénéens.

Au moment de la « drôle de guerre » qui devait conduire la France à la défaite et dans la nuit de l'occupation étrangère, il est l'un des 27 députés communistes condamnés pour être restés fidèles à leur idéal.

Déporté avec ses compagnons en Algérie au bague de Maison-Carrée, Jacques Grésa et ses amis sont enfin libérés par le général Giraud, quatre mois après le débarquement américain

de 1942. Nommé directeur du cabinet du Commissaire de l'Air du gouvernement provisoire, il contribue activement à la renaissance des ailes françaises en reconstituant avec le général Lasserre, chef du cabinet militaire, l'escadrille « Patrie » qui devait par la suite effectuer avec succès des parachutages d'armes aux Forces Françaises de l'Intérieur et combattre avec l'aviation alliée. Parallèlement, il organisait les comités mixtes à la production dans les usines d'aviation d'Algérie.

A la Libération, il devient directeur du cabinet du ministre de l'Air, Charles Tillon.

De 1945 à 1951, il représente la Haute-Garonne à l'Assemblée nationale et est élu questeur de l'Assemblée. Secrétaire administratif du Mouvement mondial pour la Paix, il parcourt infatigablement le monde : Helsinki, Moscou, Varsovie, Prague, Pékin... semant partout le ferment de la paix universelle. Une cause lui était particulièrement chère, celle du soutien aux victimes du franquisme.

Secrétaire général du Comité national de défense des victimes du franquisme, il a défendu vigilement la cause des emprisonnés politiques espagnols, tâche à laquelle il a consacré les dernières années de sa vie.

Homme bon, désintéressé, partisan sincère de l'unité et de la paix, notre ami laisse un grand vide dans nos cœurs, nous ne l'oublierons jamais.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 29 juillet, au milieu d'une foule émue et consternée.

Notre ami Francés, au nom du Comité, a prononcé l'éloge du disparu et présenté les condoléances de l'Association France-Espagne à son épouse et à sa famille.

LE COMITE NATIONAL,

Notre ami Jacques Grésa, vice-président et animateur de l'Association France-Espagne est mort dans la nuit du 26 juillet dans son village de Canet (Pyrénées-Orientales) des suites d'une longue maladie.

Sa robuste constitution a lutté jusqu'au bout contre le mal impiacable qui le minait.

Jacques Grésa était né le 16 mai 1893 à Canet au lieu même où il vient de s'éteindre.

Fils et petit-fils de commerçants, il était l'aîné d'une nombreuse famille. Elève à l'école normale de Perpignan, il se destinait à l'enseignement. La guerre vint interrompre ses études ; il s'engage dans l'aviation. Sergent pilote breveté, il participe à plusieurs missions de bombardement et de reconnaissance sur le front de Champagne et à Verdun. Les questions de l'aviation le passionneront toujours au long de sa vie.

A la fin de la guerre, il entre dans l'administration des Finances où il fit

4P 6689

LE PREMIER MAI 1964 EN ESPAGNE

La volonté du franquisme, dès la première année de la guerre civile, prétendit faire du 1^{er} mai une fête religieuse en instituant le « jour de Saint-Joseph ouvrier ». Les travailleurs espagnols ne se laissèrent pas tromper par cette comédie et continuèrent à considérer cette date dans sa vraie signification : une journée de lutte pour leurs revendications, les libertés syndicales, la démocratie.

Dans un silence imposé par la terreur, dans les zones minières et industrielles, dans les grandes villes et même parmi de nombreuses populations rurales, la classe ouvrière espagnole, soit en groupes de familles ou dans des manifestations silencieuses mais évidentes, et sous la surveillance hostile d'une véritable armée de policiers et de mouchards, fit toujours du 1^{er} Mai une journée de protestations contre la dictature franquiste.

Cette année, la « Fête du Travail » a été une nouvelle preuve de la profonde évolution qui est en train de se produire dans le peuple espagnol, surtout et d'abord dans sa classe ouvrière.

Même au travers d'une censure extrêmement serrée de la dictature franquiste, des nouvelles bien précises des événements du 1^{er} Mai dans le pays sont connues, certainement incomplètes, mais qui montrent l'essor que la lutte populaire a pris surtout depuis les grèves héroïques des mineurs asturiens en 1962, renouvelées avec une énergie indomptable en 1963 et 1964.

A Madrid, comme lors des dernières années, les travailleurs ont manifesté en masse, dans la joie de voir comment des milliers de policiers en civil et en uniforme étaient impuissants à réprimer une concentration populaire décidée à répondre à la convocation de l'opposition syndicale et à ne pas se laisser entraîner dans de possibles provocations des agents camouflés de la police franquiste.

Saint-Sébastien, la moins industrielle des villes du pays basque, pendant espagnol de Deauville, bien préférée pour la villégiature estivale par l'aristocratie espagnole, fut le 1^{er} Mai le théâtre d'une activité insolite. A la

convocation de toutes les organisations ouvrières clandestines, des milliers d'ouvriers de la ville et des populations industrielles de la contrée environnante (usine de papier et métallurgiques principalement) se dirigèrent vers le centre de la ville. Toutes les routes furent barrées par la force publique et beaucoup de milliers d'ouvriers ne purent y pénétrer. Cependant, 5 000 manifestants bravèrent l'hostilité policière. Il y eut des bagarres, quelques blessés et de nombreux détenus. Les manifestants envahirent le centre de la ville et pénétrèrent dans les locaux des syndicats verticaux, d'où ils furent chassés par la police et la garde civile.

Mais c'est à Bilbao que la journée fut la plus mouvementée. Bilbao est un centre sidérurgique et métallurgique par excellence. Sa banlieue constitue une très importante zone de mines de fer, avec des milliers d'ouvriers dont la lutte historique est pleine d'héroïsme et de combativité.

Cette grande concentration industrielle et commerciale basque a mené pendant le XIX^e siècle, un combat opiniâtre et victorieux pour la liberté. Pendant les guerres carlistes — les guerres civiles entre les libéraux et les absolutistes — Bilbao fut par trois fois assiégée par les carlistes. Les trois sièges, jalonnés de sanglants combats, finirent par la victoire des héroïques défenseurs de la ville, qui a mérité d'être appelée « la Ville des Sièges ».

Pendant le XX^e siècle, la classe ouvrière, de ses mines, de son industrie, de son port, a donné des exemples de combativité que le peuple espagnol n'a pas oubliés. Des leaders ouvriers comme Perezagua et Dolorès Ibaruri y sont nés et y ont lutté.

Et dans ce 1^{er} Mai, c'est Bilbao qui, au moment même où les Asturies étaient le théâtre d'un effort gigantesque, a fait retentir son cri de liberté avec la puissance qui lui est traditionnelle.

Pendant deux semaines dans toute la province basque de Vizcaya, dont Bilbao est la capitale, des dizaines de milliers de tracts appelant la population à manifester dans la ville le

1^{er} Mai furent distribués. La police alertée fit des rafles préventives et des dizaines d'ouvriers furent emprisonnés. La garde civile, la police en uniforme barra toutes les entrées de la ville et de nombreux autocars bondés de manifestants furent obligés de rebrousser chemin.

Mais la concentration se réalisa. Plus de 40 000 manifestants, pénétrèrent dans le centre de Bilbao, repoussant les barrages policiers et luttant contre la force publique avec pour seules armes leurs poings. Les cris de « Vive la liberté », « Syndicats indépendants », « Droit de grève » retentirent partout. La police procéda à de nombreuses arrestations, mais n'osa pas employer les armes.

Ce 1^{er} Mai a marqué un point très positif dans le tournant qui se dessine depuis quelque temps dans la vie politique de l'Espagne. Il est chaque jour plus évident que la classe ouvrière espagnole est entrée dans une nouvelle période marquée par le développement de la conscience de sa force dans l'unité contre la dictature. Sur cet exemple, tout le peuple espagnol abandonne l'apparence de sa passivité, rompt le silence et s'apprête à marcher sur les pas de la classe ouvrière, à mettre fin à la longue et ténébreuse domination franquiste.

Conséquence logique, la dictature recule devant la poussée populaire. Sa police adoucit son agressivité naturelle et ses syndicats verticaux ne sont plus que des agglomérés bureaucratiques.

Les forces sociales qui ont constitué jusqu'ici les remparts du franquisme se désintègrent à vue d'œil, et dans le grand patronat, dans l'Eglise et même dans l'armée se dessinent déjà les craquements dénonciateurs de l'abandon, et on cherche partout une issue à la situation actuelle.

La classe ouvrière et le peuple espagnol sont en train de démontrer qu'ils sont résolus à ne pas permettre que cette issue soit la continuation, sous d'autres noms, de la dictature franquiste même édulcorée.

Et ce 1^{er} Mai a été un nouveau pas vers la libération du peuple espagnol.

Le Comité national.

UNE OPPOSITION POLITIQUE EST-ELLE POSSIBLE EN ESPAGNE ?

par ENRIQUE TIerno GALVAN

professeur de droit politique
à l'Université de Salamanque (1)

A la question qui sert de titre à ce commentaire, il faut répondre sans hésitation : oui, l'opposition politique est nécessaire en Espagne. Pourquoi alors ne pas chercher les moyens de la rendre possible ?

Des personnalités étrangères qui s'intéressent, comme c'est leur droit, au présent ou à l'avenir politique de l'Espagne, s'efforcent, en parlant avec nous, qui formons ce que l'on appelle l'opposition, de vérifier des opinions officielles ou de découvrir certains aspects cachés des questions qui les intéressent. La plupart, après s'être entretenues avec nous, nous disent : « Alors, aux dires de l'opposition... » A ce moment il faut leur rappeler qu'en Espagne il n'existe pas d'opposition légale, bien que, par un curieux paradoxe, le pouvoir ait en certaines occasions cherché à utiliser l'opposition de fait comme s'il s'agissait d'une organisation représentative.

Il faut sortir de cette situation pour toutes sortes de raisons :

1) Parce que c'est une contradiction qui n'a pas de raison d'être. Il existe ou il n'existe pas d'opposition. Le pays ne tire aucun bénéfice d'une zone diffuse d'opinion, qui ne peut pas donner corps à ses propres aspirations politiques, et qui sert parfois d'instrument pour maintenir sur la scène nationale le spectre d'un antagonisme.

2) L'opposition est nécessaire surtout maintenant que l'antagonisme avec l'Europe se réduit peu à peu. L'Espagne est le seul pays européen où l'Etat prétend ignorer la négation politique. Il faut dire oui, ou bien se taire. Or, il n'y a pas de politique depuis Aristote quand la valeur publique du non ne se voit pas reconnue par les institutions. Pour dialoguer avec l'Europe, il nous faut absolument posséder une certaine homogénéité par rapport au reste des Européens, ce qui suppose l'existence légale d'une opposition.

3) La présence d'une opposition démocratique fortifierait le consensus tant sur le plan psychologique que sur le

plan politique. A mon avis, c'est une erreur de croire que la canalisation des divergences par un mouvement d'opposition augmenterait la tension politique. Bien au contraire, la plupart des divisions qui menacent notre pays ne constituent que le substitut d'une opposition institutionnelle. Un grand nombre de conflits qui existent actuellement en Espagne se trouveraient résolus d'une manière satisfaisante si une opposition démocratique existait.

4) A condition qu'elle ne soit pas seulement un instrument aux mains du gouvernement l'apparition d'une opposition constituerait un début de légitimation du régime. Erreurs ou succès poséderaient alors une base nationale et ne seraient pas seulement le résultat de la conduite d'un groupe gouvernant sans contradiction.

5) Le bon sens paraît indiquer que l'Espagne commencerait à revivre avec l'enthousiasme qu'elle a perdu le jour où dire non au niveau politique et s'organiser librement pour le dire, cesserait de constituer un délit. Notre pays sortirait de son assoupissement, il trouverait de nouvelles sources de création spirituelles et matérielles si la vie politique cessait de se résumer à la passivité et à l'obéissance. *La politique est une création spirituelle inépuisable quand est permis l'antagonisme dans la coexistence.*

6) Les conditions objectives qui donnent à la société espagnole sa configuration exigent, à mesure qu'il y a incorporation au néocapitalisme, une opposition démocratique légalisée. Dans un marché d'investissements libres, conditionné par une planification politique, l'opposition est indispensable pour ne pas tomber dans la corruption. *Le pouvoir corromp quand il n'est pas librement partagé.*

7) L'opposition politique n'a pas droit de cité dans un pays sans libertés démocratiques et surtout sans un pouvoir législatif démocratique. Si l'opposition est nécessaire sur le plan des institutions comme sur le plan psychologique, il est inexcusable qu'il n'existe pas un pouvoir démocratique avec pluralité de groupes politiques.

Il est certain qu'un régime comme celui qui est actuellement en vigueur ne peut pas ouvrir le passage à une opposition plus ou moins « radicale », celle dont le signataire de ces lignes fait lui-même partie ; il est en revanche incontestable qu'il existe des groupes réformistes qui pourraient, eux, faire le premier pas sur la voie du processus de transformation sans lequel l'Espagne ne sortira jamais d'une situation qui offre chaque jour moins de garanties politiques pour l'avenir.

(1) Le professeur Tierno Galvan est une des personnalités marquantes du socialisme espagnol de l'intérieur et de l'opposition démocratique. La suspension d'une conférence qu'il devait donner à la faculté des sciences politiques de Madrid, dans le cadre de la « première semaine de rénovation universitaire », a déclenché récemment diverses manifestations d'étudiants et une semaine de grèves de protestation.

notre ami **Maurice THOREZ**

Dans le courant de la matinée du 12 juillet, la radio communique cette information bouleversante : « Maurice Thorez vient de mourir subitement au cours d'une croisière dans la traversée du Bosphore ».

Nous ne voulions pas croire nos oreilles, ce n'est pas possible, notre ami parti si joyeux, si confiant, pour un séjour de détente en Crimée, était enlevé brutalement à l'affection des siens et à celle de ses nombreux amis. Cette nouvelle a sonné comme un glas dans nos cœurs. A l'escale d'Istanbul, le 11 juillet à cinq heures, l'ambassadeur de l'Union Soviétique à Ankara est monté à bord pour le saluer ; comme il le félicitait sur sa bonne mine, Maurice Thorez lui a répondu : « J'ai la tension artérielle d'un jeune homme ». Hélas, il n'avait plus que trois heures à vivre. Vers huit heures, il a soudainement éprouvé une douleur au bras gauche, attribuant cela au poids d'un livre qu'il compulsait, cette souffrance s'étant précisée, « je crois, a-t-il dit, que ce n'est pas une douleur musculaire », puis il s'est étendu aussitôt.

Le médecin du navire appelé par Jeannette Vermeersch est accouru immédiatement. Trop tard ! Notre ami avait le visage violacé et sa main crispée sur le cœur, il est mort en quelques

secondes, emporté par une hémorragie cérébrale.

Nous venons de perdre un ami cher, un ardent défenseur de l'Espagne et de tous les peuples opprimés.

Pendant la guerre civile espagnole, il a apporté une aide considérable, soutenant par sa présence et son action, le moral et l'enthousiasme des combattants républicains, ainsi que ceux des brigades internationales, non seulement comme secrétaire du Parti Communiste Français, mais comme membre de l'Internationale, pour réaliser l'unité avec les socialistes, les démocrates, les républicains. L'unité était sa préoccupation constante, elle l'accompagnera jusqu'à sa fin.

Notre amie Dolorès Ibarruri a dit textuellement : « Tout ce qui arrive dans le monde nous touche doublement parce que nous ne sommes pas sur notre terre, parce que nous sommes loin de chez nous. Tout nous frappe doublement... mais quand il s'agit d'un camarade comme Maurice Thorez, alors c'est plus douloureux encore... »

Que la famille de Maurice Thorez, si cruellement frappée, trouve ici l'expression de notre tristesse et le témoignage de notre profonde amitié.

Nous avons perdu un ami cher...

ALBERTI, l'Espagnol

Notre ami Pierre Gamarra a publié récemment dans « l'Humanité-Dimanche » une interview qu'il a eue avec Rafael Alberti.

Nous en tirons quelques extraits qui, nous le pensons, intéresseront nos lecteurs.

Je viens de retrouver Rafael Alberti à Paris. Il a posé sa main sur mon épaule et il m'a salué avec cette affection dont je suis fier. Et j'ai vu son large et doux visage léonin s'éclairer d'un incomparable sourire de jeunesse. Il n'y a pas si longtemps que je connais le visage d'Alberti. Il était en Argentine pour un long exil ; maintenant, il s'est établi à Rome. Bien sûr, je connaissais ses poèmes, ce chant si émouvant, si personnel et si espagnol à la fois. Je connaissais ses poèmes et quelques photos anciennes, du temps de la guerre d'Espagne. Les cheveux ont blanchi depuis Guadarrama, et le visage a été marqué par les longues années de la peine espagnole. La jeunesse indomptable est toujours vivante dans le regard aigu et rieur, dans la tête qui se renverse tout à coup pour un grand rire détendu.

Lorsque Rafael Alberti pose sa main affectueuse sur mon épaule et lorsque

Maria-Teresa, sa femme, me sourit tout près de lui, j'éprouve une émotion qui n'est ni simple, ni brève : c'est un peu comme si le vieux chant espagnol, entendu depuis mon enfance et ma jeunesse, se matérialisait dans cet « abra-zo » cordial. Car j'étais à peine plus qu'un enfant quand, sur le front de Guadarrama, Alberti et Maria-Teresa regardaient la guerre rouler vers eux — et vers nous ; quand les premiers réfugiés d'Espagne disaient aux gens de mon Sud-Ouest : « Prenez garde, ce qui est venu dans notre pays pourrait bien venir dans le vôtre... »

Le temps a coulé et il faut toujours redire ces choses et toujours évoquer cet indomptable chant espagnol. Alberti est venu à Paris pour la sortie de son dernier recueil en français (traduit remarquablement par Claude Couffon, aux Editeurs Français Réunis) : **Qui a dit que nous étions morts ?**

Oui, le titre est bien clair, ce titre, qui couvre des poèmes de 1936, de 1938 « Madrid, capitale de la gloire » ; de 1939 et 1940 : « Vie bilingue d'un réfugié espagnol en France » ; de 1945, de 1955, jusqu'à l'exil américain, jusqu'à ce poème de 1960 qui s'appelle : « Un seul taureau pour Luis-Miguel Dominguez ».

— Rafael, je voudrais que tu me dises quelques mots pour le lecteur fran-

çais... Ce dernier recueil, paru en français, que représente-t-il pour toi ?

— Que veux-tu que je te dise ? Le titre parle de lui-même. Qui a dit que nous étions morts ? Je crois que ce livre est actuel et intéressant pour le lecteur français. Notre vie est inséparablement liée à celle de l'Espagne. Ce livre essaie d'être le reflet de son histoire dans notre vie. Il y a, bien entendu, toutes sortes de moments dans la vie d'un poète, et d'un poète exilé. Des moments graves et des moments heureux. La poésie peut être intime ou burlesque, satirique ou lyrique. Mais dans ces moments divers, la vie est toujours là...

— La vie, le pays, le monde ?

— Oui, bien sûr.

Maria-Teresa ajoute :

— Machado l'a dit : « Le poète doit être le poète du temps, de son temps. »

— Est-ce que tu as noté, Rafael, la grande sensibilité qu'il y a chez nous, en France, à propos de tout ce qui touche à l'Espagne, aux souffrances et aux luttes du peuple ?

— Oui, certes. Nous l'avons vu pendant la guerre et après la guerre. Et nous avons retrouvé cette solidarité française aujourd'hui. L'Espagne est pour le peuple français une chose vivante. Pour les jeunes et les moins jeunes. J'ai noté chez les jeunes une grande envie de savoir, de connaître le déroulement des événements anciens comme les solutions présentes. Et à la librairie où j'ai signé mon livre l'autre jour, les Français étaient très nombreux dans le public, des étudiants, des adolescents, de jeunes professeurs, de simples lecteurs qui aiment la poésie et l'Espagne et qui venaient se mêler aux Espagnols.

— Que penses-tu des écrivains espagnols de la jeune génération ?

— Il a surgi en Espagne une littérature préoccupée des questions espagnoles. Cela n'a pas été commode pour eux. Ils avaient bien des difficultés, celles de la vie même, celles du régime, de la censure par exemple. Ce sont des écrivains courageux et habiles. Ils disent ce qu'ils ont à dire et qui les préoccupe, et ils le disent bien. En Europe, je crois qu'on peut dire que c'est une littérature exemplaire. Il ne s'agit pas seulement de littérature. Dans tous les ordres des arts et de la pensée, on trouve cette floraison, dans la poésie, dans le roman, dans le théâtre, dans les arts, dans la peinture notamment.

— Toi, Rafael, tu es l'un des maîtres de cette génération. Il y a des différences sans doute entre ces jeunes écrivains et artistes et ceux de ton temps. Il y a aussi des choses communes.

La Fédération nationale des travailleurs de l'Etat nous demande d'insérer dans notre bulletin, le message de solidarité à l'égard des travailleurs et démocrates espagnols, message adopté à l'unanimité lors de son congrès fédéral, ce que nous faisons bien volontiers.

MESSAGE AUX TRAVAILLEURS ET DEMOCRATES D'ESPAGNE

EN ce jour qui commémore le premier anniversaire de la mort de Julian Grimau, lâchement assassiné par Franco avec l'espoir d'écraser le mouvement de toutes les forces ouvrières et démocratiques à sa dictature, le Congrès national des travailleurs de l'Etat, groupant actifs et retraités et associant à son fervent hommage celui des syndicats et sections syndicales des travailleurs de l'Etat, salue avec émotion la mémoire de ce martyr qui, sa vie durant, œuvra avec courage et lucidité à forger l'unité de combat de toutes les forces vives d'Espagne en vue d'abolir le ré-

gime franquiste et pour l'amélioration des conditions de vie du peuple espagnol.

Dans leur lutte permanente pour leurs revendications, les libertés et la dignité, contre les monopoles, il salue l'action héroïque des mineurs à la pointe du combat, assure tous les travailleurs et démocrates d'Espagne de sa fraternelle solidarité et souhaite que succède à ce régime d'oppression et d'obscurantisme, la démocratie à laquelle le peuple espagnol aspire tant.

Pour le Congrès,
F. GUERET.

— C'est qu'ils sont liés à leur peuple, à la vie de leur peuple. Ils ont leurs racines dans ce sol. Bien entendu, ces jeunes écrivains sont souvent très différents de nous, très différents entre eux, mais ce qui compte c'est leur communauté, leur voix commune.

— De même qu'en Espagne, il y a des voix diverses, mais dont le rassemblement, dont la communauté sera décisive dans le destin actuel du pays.

Rafael et Maria-Teresa s'en vont. Ils reprennent une nouvelle fois ce chemin qui ne les conduira pas encore au pays aimé, au pays toujours présent dans leur rêve et leur labeur. Mais non, ils ne s'en vont pas. Ils demeurent avec nous par leurs livres, par ces poèmes que les jeunes lecteurs français découvrent aujourd'hui avec tant de passion, comme ils ont découvert Eluard ou Hikmet, ou tant de poètes dont la voix n'est pas seulement pure et belle, mais imprégnée de vérité humaine. Nous les unissons dans notre affection aux voix qui là-bas dans les Asturies ou en Galice, dans les universités ou dans les fabriques, en pays catalan comme en pays andalou, maintiennent l'honneur de l'Espagne.

Il se trouve — hasard de la vie et de l'exil — que Rafael n'est jamais allé à Grenade. Voici le bref poème qu'il a écrit sur ce regret de Grenade.

Le sang du meilleur des amis, parmi
 [Les myrtes.
 Du sang sur le Darro, du sang sur le
 [Genil.
 Non, je n'ai jamais vu Grenade.
 Si hautes sont les tours, haut est notre
 [courage.
 Accourez par les mers, les montagnes,
 [les champs.
 Car je vais entrer à Grenade.

NOUVELLES D'ESPAGNE



LA LUTTE HEROIQUE DES ASTURIES SE POURSUIT

MADRID (ED), 12 juin. — Des dizaines de milliers de travailleurs des mines et de la métallurgie poursuivent leur grève dans les Asturies. La « normalisation » du travail annoncée par les autorités franquistes est loin d'être une réalité. Dans le bassin du Caudal, quelques mineurs de La Nueva, Carbones Asturianos et Figaredo ont repris le travail. Dans la Vallée Turon la lutte se poursuit avec la même intensité. Les travailleurs de Santa Barbara ont de nouveau abandonné les tailles à la suite des sanctions prises contre les mineurs et à La Camocha, on n'a enregistré aucun mouvement de reprise du travail.

De leur côté, les autorités poursuivent leur politique de répression, pour obliger les mineurs à reprendre le travail. Le 28 mai, 4 mineurs incarcérés à la prison de Carabanchel (Madrid) lors de grèves précédentes ont regagné les Asturies et le lendemain, ils ont été convoqués au commissariat de Mieres, puis de là envoyés à Oviedo, où ils sont maintenus au secret. Mais malgré ces mesures de terreur et d'intimidation, les héroïques mineurs et métallurgistes des

Asturies refusent de céder et sont fermement résolus à poursuivre leur lutte tant que leurs revendications ne seront pas prises en considération par le patronat et les autorités.

17.700 GREVISTES A GUIPUZCOA

SAINT-SEBASTIEN (ED), juin. — Le mouvement de grève s'est étendu comme une traînée de poudre dans toute la province et le nombre des travailleurs en grève atteint 17.700. Les autorités et les patrons ont recours sans le moindre résultat à tous les procédés pour intimider les travailleurs et notamment au lock-out.

Déjà, au début de mai, les travailleurs de Talleres Tolosa ont fait grève pendant une semaine et n'ont repris le travail qu'à la suite d'une promesse d'augmentation des salaires correspondant à ce qu'ils demandaient. Les 25 et 26 mai, les travailleurs de Contadores se sont déclarés en grève, pour la satisfaction de leurs revendications. Ceux d'Orbegozo, de la Compagnie Auxiliar de Ferrocarriles, des Pneus Michelin, de la Papelera Espanola, de Talleres San Juan, etc, ont fait de même. Les travailleurs de l'entreprise Echeverria qui avaient repris le travail le 12 juin, se sont mis de nouveau en grève le lendemain, cette fois à l'unanimité. Aux usines d'Industria Espanola, à Saint-Sébastien, les travailleurs ont débrayé deux heures. En réponse, l'entreprise a fermé ses portes sur ordre du gouverneur, mais les patrons, inquiets de voir le conflit se poursuivre, sont intervenus auprès des autorités pour obtenir sa réouverture et ont promis au personnel de prendre note de ses revendications.

Les travailleurs d'Orbegozo ont remporté une grande victoire en obtenant que l'entreprise augmente leurs salaires de 10 à 20 %. Il en a été de même aux Talleres Gorostidi, à Tolosa, où le personnel a obtenu une augmentation de 30 % des salaires. Les succès obtenus par ces travailleurs ont encouragé ceux des entreprises des localités voisines, qui ont aussi présenté leurs revendications. C'est ce qui s'est produit aux entreprises Luzuriaga à Pasajes, Aparicio Madays, Serralés, Rodrigués, Aqualia, etc.

LA TRESORERIE DE L'ASSOCIATION COMMUNIQUE

Plusieurs amis, personnalités, fédérations, comités, n'ont pas encore réglé le montant de la carte 1964. Nous faisons parmi eux un pressant appel, dans la mesure du possible, pour combler ce retard. Cette négligence, sans nul doute involontaire, risque de ralentir notre activité principalement en ce qui concerne l'édition et l'expédition du bulletin.

Nous sommes réduits à alléger son contenu ce qui peut porter préjudice à la cause qui nous est chère : la défense de la liberté, de la dignité et le droit au bonheur du peuple espagnol opprimé. Nous remercions bien vivement ceux de nos amis qui ont participé jusqu'à maintenant par leurs dons et leurs cotisations à la continuité de la lutte.

Nous souhaitons que, malgré les soucis de l'heure présente, leur exemple soit largement suivi. En outre, nous acceptons volontiers et tiendrons compte des critiques et suggestions qui pourraient être établies par nos amis lecteurs sur la rédaction et la composition du bulletin.



ARRESTATION DE 52 ANTIFRANQUISTES A VALENCE

MADRID (ED), 14 juin. — Dans leurs vains efforts pour freiner le large mouvement de grève, de luttes, et d'actions revendicatives, qui prennent chaque jour un caractère politique plus marqué, les autorités franquistes poursuivent leur politique de répression contre les forces d'opposition. A la fin de la semaine dernière, 52 antifranquistes ont été arrêtés à Valence. A sa sortie d'une réunion du Conseil des ministres, le ministre de l'Information, Fraga Iribarne, interrogé sur les arrestations, a essayé de minimiser le problème, tout en affirmant qu'il s'agissait d'éléments d'extrême gauche.

SABADELL (ED), juin. — Un autre antifranquiste, Pujades, a été arrêté. Son dossier est venu s'ajouter à celui des autres accusés du procès intenté au peintre Ortovitz et aux jeunes gens qu'on accuse d'être les auteurs des tracts appelant au boycottage des transports urbains qui a eu lieu dans cette ville le 2 mai.

LIBERTE POUR CARLOS ALVAREZ

MADRID (ED), juin. — Le 17 juillet 1963 le jeune poète Carlos Alvarez était arrêté. On l'accusait d'avoir pris la défense de la mémoire de Julian Grimau en réponse aux viles attaques d'un pluri-mitif au service du régime. Carlos Alvarez ne faisait, par sa protestation, qu'interpréter les sentiments de l'immense majorité du peuple espagnol. Il y aura bientôt un an qu'il est en prison et sa détention suscite des inquiétudes et une vive indignation dans les milieux intellectuels et progressistes d'Espagne et du monde entier qui assaillent actuellement le gouvernement de Franco de protestations exigeant la mise en liberté du poète emprisonné.

INFORMATIONS DIVERSES

UNE RUE JULIAN-GRIMAU A GAVA (CATALOGNE)

GAVA (ED), mai. — En hommage au patriote espagnol Julian Grimau, la population a décidé de donner son nom à l'artère principale de la ville. Après son assassinat, les plaques portant le nom de cette rue ont été couvertes d'inscriptions au nom de Julian Grimau. Les autorités les ont fait disparaître, mais la population a recommencé et dit qu'elle ne cessera pas tant que les citoyens de Gava ne pourront pas donner librement et définitivement ce nom à une rue de leur ville.

AMENDE A LA DUCHESS DE MEDINA-SIDONIA

CADIX (ED), juin. — Les autorités franquistes ont imposé une amende de 10.000 pesetas à Luisa Isabel Alvarez de Toledo, duchesse de Medina-Sidonia, pour avoir pénétré, accompagnée d'une commission désignée par les manifestants, dans les locaux de syndicats pour y défendre devant le délégué syndical, les intérêts des pêcheurs. Ceux-ci exigent la levée de l'interdiction de pêcher librement les huîtres, entrée en vigueur à partir du 23 mai. Cette mesure a pour but de donner le monopole de la pêche des huîtres à un grand propriétaire andalou.

PRETRES A L'AMENDE POUR AVOIR PARTICIPE A UNE MANIFESTATION

SAINT-SEBASTIEN (ED), mai. — Les prêtres qui ont participé à la manifestation qui a eu lieu dans cette ville le 1^{er} mai se sont vu imposer par les autorités une amende de 5 000 pesetas.

ACTIONS EN CATALOGNE

BARCELONE (ED), mai. — A la suite de longues discussions entre les représentants patronaux et la commission désignée par les travailleurs, les ouvriers de l'usine Cerdan, située entre Castelldefels et Gava, ont diminué la production de 50 %, pour obtenir satisfaction à leurs revendications d'augmentation des salaires, reconnaissance du droit de grève, syndicats libres et mise en liberté des travailleurs emprisonnés pour avoir réclamé l'augmentation des salaires.

LIBERTE PROVISOIRE POUR LES ETUDIANTS DE BARCELONE ARRETES LE 6 JUIN DERNIER

La plupart des étudiants de l'Université de Barcelone qui restaient en détention ont été mis en liberté provisoire, samedi.

Une trentaine d'arrestations avaient été opérées le 6 juin dernier. Les inculpés s'étaient vu reprocher des actes de propagande illégale (élaboration et publication de la revue « Critica », revue théorique et culturelle des étudiants du Parti Socialiste Unifié de Catalogne). Ces arrestations, les procédés d'interrogatoires de la « brigade politico-social », la fragilité des charges avaient suscité une vive émotion parmi les universitaires et intellectuels français.

Sur leur initiative et celle de l'U.N. E.F. une commission, composée de Maï-

tres Gisèle Halimi et Henri Douzon, avocats à la Cour de Paris, de MM. Henri Behar et Silvestre, représentant l'U.N. E.F., s'était rendue à Barcelone. Elle vient de rentrer après avoir eu différents entretiens avec les défenseurs, le président du Conseil de l'Ordre des avocats, le doyen de la Faculté des Sciences économiques de Barcelone, M. le professeur Estapé et des étudiants.

APPEL A UNE MANIFESTATION A SABADELL

SABADELL (ED), juin. — Des tracts ont été largement distribués dans la ville, appelant à une manifestation le 15 juin, entre la Plaza Vieja et la Plaza del Ayuntamiento, de 19 à 21 heures. Cette manifestation est convoquée en signe de solidarité avec les emprisonnés du 2 mai et les grévistes des Asturies.

NOUVEAUX DEBRAYAGES DANS LES TRANSPORTS DE LAS PALMAS

LAS PALMAS (ED), 1^{er} juin. — Tout le personnel des sociétés de transports de Las Palmas (Iles Canaries) s'est de nouveau déclaré en grève, parce que les sociétés en question n'ont pas tenu leur promesse d'augmentation des salaires. Le 18 mai, ces travailleurs avaient fait grève pour l'augmentation de leurs salaires et avaient repris le travail à la suite de la promesse des employeurs de prendre en considération leurs revendications. Le débrayage s'est produit au moment de la sortie des bureaux et des usines, mais la population a manifesté sa sympathie et son soutien aux grévistes.

DEVELOPPEMENT DES LUTTES EN GUIPUZCOA (PAYS BASQUE)

SAINT-SEBASTIEN (Corr. ED), juin. — Le mouvement de grève s'est étendu à toute la province de Guipuzcoa dès les premiers jours du mois, suivant l'exemple des mineurs et ouvriers métallurgistes des Asturies. A certains endroits la combativité et l'unité des travailleurs sont énormes.

Le 2 juin, les travailleurs de Neumaticos Michelin (pneus Michelin), se sont mis en grève ; le lendemain, ils se sont groupés dans la rue principale de Lasarte, et se sont heurtés à la police qui a procédé à de nombreuses arrestations ; le 4 juin, ils se groupaient à nouveau devant l'usine, la police s'est lancée contre eux une nouvelle fois matraquant même des femmes et des enfants, mais les travailleurs ne se sont pas laissés intimider. Ils disaient : « Nous nous sommes mis en grève pour remporter la

victoire », tel était leur esprit. Le 5 juin les travailleurs ont organisé une assemblée à l'hippodrome de Lasarte et cette fois-ci, craignant une extension et une prolongation des conflits du travail, la police n'est pas intervenue. Grâce à leur combativité et à leur unité, les travailleurs de chez Michelin ont remporté la victoire et ont réussi à imposer une augmentation des salaires de 25 pesetas, ainsi que la libération des emprisonnés.

De même, les travailleurs du port de Pasajes ont eu satisfaction à leurs demandes et ont obtenu le salaire de 200 pesetas par jour qu'ils revendiquaient ; les travailleurs de l'entreprise de compteurs « Contadores » ont obtenu une augmentation de salaire de 22 pesetas par jour.

La grève s'est également étendue à Laborde Frères (machines-outils de Andoain, l'usine d'armes de Placencia, l'entreprise Sacem (machines-outils) de Villabona, l'usine de fabrication de meubles de Uzurrieta et d'autres encore.

Les travailleurs de l'entreprise Papelería Española (Papeterie) de Rentería et Tolosa se sont également mis en grève, pour exiger une augmentation de salaires de 300 pesetas par mois. Le personnel administratif et technique a soutenu la grève. A l'usine Papelerías Uranga (papeterie) de Tolosa, les travailleurs ont obtenu le paiement d'une somme équivalente à une semaine de salaire supplémentaire tous les mois, ayant menacé de se mettre en grève et refusé de faire des heures supplémentaires. A l'usine Papelería Arcaute, également à Tolosa, les ouvriers ont revendiqué une augmentation de 1.000 pesetas par mois et la direction a promis de la leur accorder. A la papeterie du quartier de Charama, les patrons ayant pris en considération la situation qui existe dans toute la province, ont accordé aux ouvriers une prime mensuelle dont le montant équivaut à dix jours de salaire. A la Papeterie Zaragoza les ouvriers ont refusé de faire des heures supplémentaires. Ceux des papeteries de Hernani ont également soutenu les luttes menées par leurs camarades.

LA LUTTE DES MINEURS ASTURIENS CONTINUE

OVIEDO (ED), juin. — Les autorités des patrons et les dirigeants des syndicats officiels continuent à avoir recours à toutes sortes de manœuvres pour tenter de mettre fin à la grève. Des dizaines de mineurs ont été licenciés dans les différentes entreprises. La police procède à des arrestations nombreuses. Cependant les mineurs poursuivent leur lutte revendicative et la grève continue dans bon nombre de puits ; dans certains la grève n'est que partielle, dans d'autres elle est totale, comme dans la mine de la Camocha dont les portes sont demeurées closes.

SUCCES DES TRAVAILLEURS DE L'ENTREPRISE TAFESA

MADRID (ED), juin. — Le samedi 6 juin, les travailleurs de trois sections de l'usine Tafesa de Madrid ont fait une grève de 15 minutes pour soutenir leur revendication de salaire. Le 8 juin, la direction de l'entreprise leur a fait savoir qu'elle accordait une augmentation de salaire de 12 pesetas par jour. Les travailleurs de cette entreprise travaillent au ralenti depuis plusieurs mois.

LA J.O.C. SE DECLARE EN FAVEUR DES LIBERTES DEMOCRATIQUES

BARCELONE (ED), juin. — A l'occasion de l'arrestation d'un groupe de travailleurs et de 6 membres de la J.O.C. (Jeunesse Ouvrière Catholique), inculpés de distribution de tracts appelant à un boycottage des transports le 2 mai à Sabadell pour soutenir leurs revendications pour certaines améliorations sociales, la Commission du diocèse de la J.O.C. de Barcelone a publié un document adressé à ses membres, dans lequel elle les invite à méditer sur les événements qui surviennent en Espagne et écrit entre autres :

« ... Lorsqu'il survient que la majorité de la classe ouvrière n'est pas d'accord avec les institutions établies et qu'il n'existe pas de voie libre, ouverte et légale pour faire entendre effectivement sa voix et pour contribuer au perfectionnement de la société, il se produit que les hommes conscients et doués qui ont une vocation politique, syndicale ou autre n'ont d'autre moyen de suivre le chemin que leur signale leur conscience selon la doctrine de l'Eglise, que d'avoir recours à la clandestinité... »

Et elle ajoute : « Si la doctrine de l'Eglise doit servir de base et de fondement aux institutions, il faut permettre le droit de grève et la liberté d'association, la liberté d'élire les personnes qui seront investies de l'autorité ainsi que la liberté de déterminer la structure des pouvoirs publics. »

Le document conclut en disant : « Nous croyons sincèrement que l'on ne peut pas gouverner le peuple par l'imposition de la force, comme l'a rappelé Jean XXIII. Nous croyons qu'aucun groupe n'a le droit d'imposer par la force un système de gouvernement ; aucun gouvernement n'a le droit d'utiliser la force contre les hommes qui désirent suivre les principes d'ordre naturel défendus par l'Eglise. »

CENSURE IMPLACABLE CONTRE JOAN FUSTER

VALENCE (ED), juin. — Toutes les œuvres du célèbre écrivain valencien Joan Fuster sont l'objet d'une censure

implacable. En 1963, cet écrivain a signé un document appelant la jeunesse de Valence à se rendre à Bocairente, concentration qui fut interdite par la Garde Civile. Depuis cette époque, les autorités ont lancé une persécution systématique contre Fuster. Il ne peut collaborer dans aucun journal, on a interdit la publication d'un de ses livres qu'il avait écrit pour la collection « Entre tous nous ferons tout », et la biographie de Raimon qu'il a terminée récemment a été mutilée.

LES AMENDES INFLIGES PAR LE GOUVERNEUR DE BARCELONE CONTINUENT

BARCELONE (ED). — La chorale Sant Jordi a donné récemment un récépissé dans cette ville. Le public l'a accueilli avec tant d'enthousiasme qu'elle a été obligée d'interpréter en bis la chanson « Els goigs de Sant Jordi », hors programme. Selon son habitude, le gouverneur a infligé une amende à la chorale atteignant la somme importante de 50.000 pesetas pour s'être permis de diffuser la culture catalane.

DIX JEUNES FILLES DE « BONNE FAMILLE » AUTEURS D'EXPLOSIONS

MADRID (ED), 18 juin. — Après l'arrestation de dix jeunes filles de familles connues pour leurs idées royalistes, traditionalistes, les enquêtes menées par la police franquiste pour découvrir l'origine des explosions qui s'étaient produites à Madrid, ont été étouffées. La presse a également gardé le silence. Ceci s'explique par le fait qu'au cours des interrogatoires auxquels ont procédé au commissariat les 10 jeunes filles, parmi lesquelles se trouvent la fille de feu le général Varela qui a été ministre de Franco, ont reconnu avoir été les responsables des explosions. La nouvelle a suscité une grande inquiétude dans les milieux officiels du régime.

L'INFLATION SE POURSUIT

MADRID, 10 juin. — D'après le dernier bulletin du service d'études de la Banque d'Espagne, daté du mois de mai 1964, le total de billets de banque et de pièces en circulation le 30 avril équivaut à la somme de 123.107 millions de pesetas, comparée à la somme de 122.457 millions le 31 mars 1964. C'est-à-dire que la circulation fiduciaire a augmenté de 650 millions de pesetas. Si l'on compare avec la somme qui correspond à la même date de l'année précédente, qui était de 105.829 millions de pesetas, l'augmentation enregistrée dans une année est de 17.278 millions de pesetas.



HOMMAGE A DOLORES IBARRURI

PARIS. — Le 21 juin a eu lieu dans une atmosphère de ferveur et d'enthousiasme, une soirée d'amitié franco-espagnole organisée à l'occasion de l'attribution du Prix Lénine à Dolorès Ibaruri.

Mme Odette Sabaté, membre du Bureau de l'Union des Femmes Françaises et une oratrice espagnole ont rendu hommage à la lauréate. Etaient présentes à la tribune : Mmes Suzanne Pfrimer, Berthe Fouchère, Simone Téry, Nicole Dreyfus, J. Vermeersch, Rose Malet, F. Gaudin, Lucienne Mazelin, M.-Cl. Vaillant-Couturier, Jacqueline Gelly et J. Michel.

Dans le message adressé à Dolorès Ibaruri, il est dit :

« Le Prix Lénine vient récompenser votre vie consacrée à la paix, à la liberté et au bien-être de l'enfance. Nous souhaitons aux femmes espagnoles, au peuple espagnol tout entier, de remporter de grands succès dans la lutte qu'ils mènent depuis tant d'années avec de plus en plus de vigueur. Nous vous envoyons nos vœux de bonne santé. Nous sommes convaincus que vous rentrerez très bientôt tous dans votre pays, la démocratie et la liberté rétablies. »

LA REPRESSION AUGMENTE EN ESPAGNE

MADRID (ED), 18 juin. — Le ministre de l'Information lui-même a clairement désavoué la « politique de libéralisation » tant vantée lorsqu'il a diffusé l'information d'après laquelle une centaine de personnes auraient été arrêtées au cours des dernières semaines à Barcelone, Séville, Valence, Alicante, Albacete, Murcia et Castellon. D'après cette information, parmi les détenus à Barcelone et Valence se trouvent des membres responsables du Parti Socialiste Unifié de Catalogne et du Parti Communiste d'Espagne. A Barcelone ont été arrêtés entre autres, les étudiants Enrique Molto, Andrés Mas, Martín Capdevilla, José-Maria Sanahuja, Oscar Surjo, Guillermo Sanchez (Sciences économiques), Xavier Martin Mala (sauvagement malmené par la police) et Xavier Bague (de l'Ecole d'Architecture), ainsi que Juan Calefoll (Médecine), Jorge Hastera (Médecine), Rosario Perez Simo (Médecine), Carlos Bidos Chanet (Sciences), Dolorès Folch (Lettres), Alfonso Rodriguez (Ecole d'Ingénieurs), Tomas Molto, Emmanuel Justin Cattera, Mario Perez Diaz, Joaquín Horta (poète et éditeur), Xavier Folch (économiste), Antonio Montserrat (économiste), Ricardo Bofill, Salvador Barluenga (médecin), Salvador Madrid (économiste).

Ces mesures de répression contre toute personne qui défend des idées contraires à la dictature et qui défend les intérêts du peuple espagnol, ont suscité une indignation considérable dans l'opi-

nion publique espagnole et internationale. Dans ce bulletin nous donnons par la suite certaines informations sur les protestations déjà envoyées aux autorités franquistes qui exigent des garanties pour les détenus.

LES PRISONNIERS POLITIQUES S'ADRESSENT AU BARREAU

BURGOS (ED), juin. — Les emprisonnés politiques de la prison de Burgos ont adressé un document au doyen du Barreau de Madrid et à ses membres, les remerciant des démarches qu'ils ont entreprises au cours des derniers mois pour l'obtention de l'amnistie. Cette activité, écrivent les prisonniers « revêt une grande importance non seulement pour l'obtention de notre liberté, mais surtout pour la conquête d'un état de droit authentique qui soit garant de la coexistence des citoyens espagnols, chose qui manque dans notre pays depuis plus de 25 ans. »

On signale dans le document la portée limitée de la grâce octroyée récemment, bien qu'elle ait donné la liberté à un groupe de prisonniers politiques, elle n'offre pas de solution aux problèmes en général. C'est une moquerie à l'égard des aspirations de paix et de coexistence de la grande majorité des citoyens espagnols ; c'est aussi une tentative pour maintenir le système de répression politique et sociale qui a été mis en vigueur par le régime il y a plus de 25 ans.

Le document poursuit : « Son caractère impolitique et inhumain s'ajoute à son caractère profondément antijuridique. » De nombreux cas cités prouvent cette affirmation : le cas du commandant Manuel Fernandez Martin nommé procureur lorsqu'il n'était ni membre du Corps juridique militaire ni même avocat.

Les emprisonnés politiques de Burgos dans leur document suggèrent aux membres du Barreau de Madrid : « ... en collaboration avec d'autres personnes des milieux intellectuels et de l'Eglise de voir la possibilité de constituer un patronage pour les emprisonnés et leurs familles, qui, pourrait s'occuper de la protection de nos droits, de la promulgation du Statut du prisonnier politique et de son application et amélioration future aussi longtemps que l'amnistie n'aura pas été conquise. »

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ESPAGNOL

FRANCE

PARIS (ED), juin. — Les collectes de fonds pour aider les grévistes espagnols se poursuivent dans de nombreuses entreprises. Nous citerons quelques exemples : Forges et Chantiers de la Méditerranée, 1.000 F ; l'A.I.O.P. (Paris-13^e),

440 F ; Comptoir National d'Escompte, 846,70 F ; à la Cité Universitaire d'Antony, 190 F ; au lycée de jeunes filles de Saint-Cloud, 125 F. Les Papeteries de la Chapelle et Saint-Etienne, 450 F ; l'entreprise Rateau, La Courneuve, 700 F ; Faculté des Sciences d'Orsay, 1.057 F ; Coopérative de la R.A.T.P., 227 F ; à Lagny (Seine-et-Marne), Union locale de la C.G.T., 460 F ; bureau de la Fédération de l'Alimentation de la C.G.T., 300 F ; lycée technique du Perreux, 295,50 F.

De son côté, le Secours Populaire Français a fait savoir que la somme de 2.384,90 F avait été versée pour aider les grévistes par des travailleurs de différentes entreprises, des étudiants, des professeurs, des syndicats locaux ou régionaux, etc., parmi lesquels le Comité de Dijon du S.P.F. qui a versé la somme de 500 F.

Le Comité National de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.) a adopté une résolution dans laquelle il réaffirme leur solidarité avec les vaillants travailleurs espagnols.

LA FIR EXIGE DES GARANTIES POUR JOSE SANDOVAL

VIENNE (ED), juin. — Au nom de la Fédération Internationale de la Résistance, M. Toujas, secrétaire général de cette organisation s'est adressé au ministre de la Justice d'Espagne l'informant de l'indignation qu'a suscité parmi les anciens résistants d'Europe la nouvelle de l'arrestation de José Sandoval et de ses camarades, et exigeant que des garanties soient assurées pour tous les détenus. De même la F.I.R. s'est adressée à toutes les associations affiliées pour qu'elles fassent également parvenir leur protestation aux autorités franquistes.

GRANDE-BRETAGNE

LONDRES (ED), juin. — Le syndicat de la région de Kent de la Fédération Nationale des Mineurs a envoyé une lettre à l'Union Internationale des Syndicats de Mineurs dans laquelle il exprime sa solidarité avec les mineurs et métallurgistes asturiens et fait savoir qu'il a déjà envoyé une aide financière aux grévistes des Asturies.

Le Mouvement « Appeal for amnistie in Spain » vient de publier un très beau livre « De la prison de Burgos », dans lequel sont décrites les souffrances et la lutte des emprisonnés politiques de Burgos par le moyen de 15 reproductions de dessins par Agustín Ibarrola et de poèmes de Vidal de Nicolás, qui se trouve également emprisonné à Burgos, et de Marcos Ana, aujourd'hui en liberté après 23 ans d'emprisonnement. Le livre qui est une véritable œuvre d'art se vend au prix de 5 sh., l'argent recueilli par la vente du livre sera consacré à aider les emprisonnés espagnols.